



**LIGHTON**

Société Anonyme au capital de 64.323,72 euros

Siège social : 2 rue de la Bourse, 75002 Paris

821 100 690 R.C.S. PARIS

ci-après (la « **Société** »)

## **RAPPORT ANNUEL 2024**

<b>1   ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT ANNUEL</b>	<b>4</b>
<b>2   MESSAGE DU PRÉSIDENT</b>	<b>5</b>
<b>3   RAPPORT DE GESTION</b>	<b>7</b>
<b>3   1 Informations sur la vie économique de la Société</b>	<b>7</b>
3.1.1 Description des activités de la société LightOn	7
3.1.2 Description des faits marquants de l'exercice	7
3.1.2.1 <i>Eléments juridiques</i>	7
3.1.2.2 <i>Eléments liés à l'activité de la Société</i>	8
3.1.2.3 <i>Eléments financiers</i>	8
3.1.3 Propriété intellectuelle	10
3.1.4 Succursales	11
3.1.5 Evènements post-clôture	11
3.1.5.1 <i>Eléments juridiques</i>	11
3.1.5.2 <i>Eléments liés à l'activité de la Société</i>	11
3.1.6 Principaux facteurs de risques	12
3.1.7 Transactions avec des parties liées	12
3.1.8 Filiales et participations	12
3.1.8.1 <i>Prises de participation et prises de contrôle</i>	12
3.1.8.2 <i>Aliénations d'actions et participations croisées</i>	12
3.1.9 Perspectives pour l'exercice 2025	12
<b>3   2 Présentation des comptes et autres informations financières</b>	<b>13</b>
3.2.1 Financement de la Société	13
3.2.1.1 <i>Le capital (tableau de synthèse de l'historique des opérations sur le capital)</i>	13
3.2.1.2 <i>Emprunts</i>	13
3.2.1.3 <i>Trésorerie</i>	13
3.2.2 Autres informations financières	14
3.2.2.1 <i>Résultat et proposition d'affectation du résultat</i>	14
3.2.2.2 <i>Dividendes</i>	14
3.2.2.3 <i>Charges non déductibles fiscalement</i>	14
3.2.2.4 <i>Délais de paiement clients et fournisseurs</i>	14
3.2.3 Procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière	16
<b>3   3 Gouvernement d'entreprise</b>	<b>17</b>
3.3.1 Les organes de direction et d'administration	17
3.3.1.2 <i>Les Comités</i>	17
3.3.1.3 <i>Le Comité de Direction</i>	18
3.3.1.4 <i>Mandat des Commissaires aux comptes</i>	18
3.3.1.5 <i>Gouvernance de la Société</i>	18
3.3.1.6 <i>Politique de diversité et d'équité</i>	20
3.3.1.7 <i>Gestion des conflits d'intérêts</i>	20
3.3.1.8 <i>Compte-rendu de l'activité du Conseil d'administration et des comités au cours de l'exercice écoulé</i>	21
3.3.1.9 <i>Prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme</i>	21
<b>3   4 Informations relatives aux titres de la Société</b>	<b>21</b>
3.4.1 Actionnariat au 31 décembre 2024	21
3.4.2 Participation au capital et options de souscription des membres des organes d'administration et de direction	22

3.4.3 Opérations réalisées par la Société sur ses propres titres	22
3.4.4 Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (« BSPCE »)	23
3.4.5 Franchissement de seuil	24
3.4.6 Opérations réalisées par les dirigeants et leurs proches sur les titres de la Société	24
3.4.7 Autocontrôle	24
<b>4   RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE</b>	<b>25</b>
4   1 Liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice	25
4   2 Conventions conclues entre un dirigeant ou un actionnaire significatif et une filiale	26
4   3 Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires	26
4   4 Modalité d'exercice de la direction générale	30
<b>5   COMPTES SOCIAUX DE LA SOCIÉTÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024</b>	<b>31</b>
<b>6   RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES</b>	<b>60</b>
6   1 Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes sociaux	60
6   2 Rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions réglementées	65

## **1 | ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT ANNUEL**

J'atteste que les informations contenues dans le présent rapport financier annuel sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes annuels sont établis conformément au corps de normes comptables applicable et donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de l'émetteur, et que le rapport de gestion figurant aux pages 7 à 24 présente un tableau fidèle de l'évolution et des résultats de l'entreprise et de la situation financière de l'émetteur, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels il est confronté.

A Paris, le 15 avril 2025

Monsieur Igor Carron

Président Directeur Général

## 2 | MESSAGE DU PRÉSIDENT

Depuis 2021, LightOn est reconnu comme un pionnier de l'IA générative pour les entreprises. Paradigm, commercialisée par LightOn en 2024, est une plateforme d'IA générative conçue pour les entreprises et le secteur public. Elle permet la conception de flux de travail, ainsi que la création et le support de nouveaux services et produits. L'interaction riche et dynamique entre les utilisateurs finaux, la technologie d'IA générative et les documents de l'entreprise permettent souvent de développer un savoir-faire important et vital. Paradigm est conçu pour assurer la réussite future des entreprises en garantissant leur compétitivité grâce à la maîtrise de ce savoir-faire enrichi.

En 2024, nous avons réalisé des avancées significatives dans la réalisation de notre vision : offrir aux entreprises une IA générative de pointe. Notre priorité a été le développement de Paradigm, tout en réduisant notre dépendance à Forge, notre suite de services spécialisés pour des clients spécifiques.

Sur le plan technique, nous avons mis en place un système robuste d'intégration continue de la technologie GenAI dans Paradigm, permettant ainsi aux entreprises ne disposant pas d'équipes de développement dédiées de se concentrer sur les utilisateurs finaux internes et sur l'optimisation de l'efficacité opérationnelle de la plateforme.

Sur le plan commercial, nous avons renforcé notre position en nouant des partenariats stratégiques avec Orange Business, l'un des principaux fournisseurs français de services cloud, et Hewlett Packard Enterprise, élargissant ainsi notre présence mondiale. D'autres collaborations sont envisagées afin d'offrir des solutions GenAI à l'échelle mondiale.

Pour soutenir notre expansion géographique et commerciale, LightOn a levé des fonds avec succès sur les marchés boursiers en s'introduisant sur le marché Euronext Growth le 26 novembre 2024. Depuis, nous avons franchi plusieurs étapes importantes dans ce secteur technologique à forte intensité d'innovation :

- Visual RAG : Amélioration de la plateforme Paradigm avec une fonctionnalité améliorant la génération augmentée de recherche multimodale, permettant une meilleure analyse et interaction avec les documents contenant du texte, des images, des graphiques et des diagrammes.
- Luminous Lynx et Alfred 4 : Présentation de ces solutions avancées offrant un comportement agentique amélioré, une prise en charge étendue de la longueur de contexte et un meilleur rapport coût/performance pour les solutions d'IA générative privées.
- Consortium OpenEuroLLM : LightOn a rejoint ce consortium en février 2025 pour contribuer au développement de modèles d'IA open source et multilingues, soutenant ainsi la compétitivité et la souveraineté numérique européennes.
- ModernBERT : LightOn a contribué au développement de ce modèle de pointe, basé uniquement sur l'encodeur, qui offre un traitement plus rapide, de meilleures performances en aval et une longueur de contexte plus longue que les modèles précédents comme BERT.

Ces réalisations soulignent l'engagement de LightOn à faire progresser la technologie de l'IA et à fournir des solutions efficaces et robustes pour divers secteurs, tout en contribuant à un écosystème de recherche et développement mondialement reconnu.

Outre nos partenariats avec Orange Business et Hewlett Packard Enterprise, nous sommes heureux d'avoir été choisis par les quatre principaux motoristes aéronautiques européens, réunis au sein du consortium Europrop International pour déployer une solution d'IA générative souveraine et sécurisée.

Enfin, pour piloter efficacement notre croissance et atteindre nos objectifs, nous avons constitué une équipe de direction solide et expérimentée que nous avons récemment agrandie avec l'arrivée de Cécile Givron comme Directrice Administrative et Financière.

Monsieur Igor Carron

Président Directeur Général

### 3 | 1 Informations sur la vie économique de la Société

---

#### 3.1.1 Description des activités de la société LightOn

Le lecteur est invité à se référer à la section 2.2 du document d'enregistrement de la Société approuvé par l'AMF le 21 octobre 2024 sous le numéro I. 24-012 (le « **Document d'Enregistrement** ») et du supplément au Document d'Enregistrement approuvé par l'Autorité des marchés financiers (« **AMF** ») le 7 novembre 2024 sous le numéro I. 24-015 (le « **Supplément** ») et disponibles sur le site internet de la Société ([www.lighton.ai](http://www.lighton.ai)) et sur celui de l'AMF (<http://www.amf-france.org>).

#### 3.1.2 Description des faits marquants de l'exercice

##### 3.1.2.1 Eléments juridiques

Lors de l'Assemblée générale du 5 avril 2024, les associés ont décidé de nommer le cabinet Deloitte & Associés, représenté par Guillaume Radigue, en qualité de Commissaire aux comptes titulaire pour une durée de six exercices.

En date du 6 novembre 2024, par décision de l'assemblée générale des associés, ceux-ci ont décidé de transformer la Société constituée sous la forme d'une société par actions simplifiée en société anonyme à conseil d'administration sous condition suspensive et à compter du jour de l'obtention de l'approbation par l'AMF sur le Prospectus. Cette approbation ayant été donnée le 7 novembre 2024, la Société a été transformée à cette date.

De mars à novembre 2024, la Société a mené de front son projet d'introduction en bourse et la gestion de son activité quotidienne. Le 8 novembre 2024<sup>1</sup>, la Société a annoncé le lancement de son introduction en bourse sur le marché Euronext Growth Paris (« **Euronext Growth** »). Le vif succès de cette introduction en bourse<sup>2</sup>, a permis à la Société de réaliser une levée de fonds de 11,9 millions d'euros après exercice de la clause d'extension et de 13,5 millions d'euros après exercice de l'option de surallocation.

Au total, le nombre d'actions nouvelles émises dans le cadre de l'introduction en bourse s'est établi à 1.306.000 actions.

La première cotation des actions sur le marché Euronext Growth a eu lieu le 26 novembre 2024.

En date du 10 décembre 2024, la Société a conclu un contrat de liquidité avec la société Portzamparc – BNP PARIBAS. Pour la mise en œuvre de ce contrat 200.000 euros en espèces ont été affectés au compte de liquidité.

Au 31 décembre 2024, le capital de la Société s'élevait à 61.629,66 €. Il était divisé en 6.162.966 actions de 0,01 € de valeur nominale.

---

<sup>1</sup> Se référer au communiqué de presse en date du 8 novembre 2024 disponible sur le site internet de la Société.

<sup>2</sup> Se référer aux communiqués de presse en date du 21 novembre 2024 et du 10 décembre 2024 disponibles sur le site internet de la Société.

### 3.1.2.2 Eléments liés à l'activité de la Société

L'exercice clos le 31 décembre 2024 a été marqué par :

- la transition vers un nouveau modèle d'affaires axé sur la commercialisation de la plateforme Paradigm sous forme de licences annuelles et pluriannuelles et la signature de contrats fondateurs ;
- l'innovation en vue de mises à jour majeures de la plateforme Paradigm ;
- l'embauche d'une vingtaine de collaborateurs renforçant les équipes R&D et Commerciale ;
- l'admission des actions LightOn sur Euronext Growth le 26 novembre 2024 permettant une levée de fonds de 13,5 M€.

### 3.1.2.3 Eléments financiers

#### 2024 : une année de transition vers un nouveau modèle économique

Compte de résultat (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Chiffre d'affaires	1 129	7 966
Autres produits d'exploitation	1 565	450
Charges de personnel	(3 860)	(2 016)
Autres achats et charges externes	(3 239)	(2 147)
Impôts et taxes	(2)	(28)
Dotation aux amortissements et provisions	(656)	(548)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(5 062)</b>	<b>3 677</b>
Charges et produits financiers	(121)	(34)
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>(5 183)</b>	<b>3 643</b>
Charges et produits exceptionnels	(66)	(470)
Impôts sur les bénéfices	436	195
<b>Résultat net</b>	<b>(4 813)</b>	<b>3 368</b>

La transition vers la commercialisation de licences de type SaaS engagée en 2024 a naturellement pesé sur les résultats de cet exercice, en comparaison avec l'année 2023 qui avait bénéficié de revenus ponctuels à forte valeur unitaire issus de sa solution Forge, permettant à LightOn de générer un chiffre d'affaires de près de 8 M€ et d'atteindre la rentabilité.

Les informations qui suivent permettent d'apprécier le contenu et la variation des principaux postes du compte de résultat.

#### Chiffres clés

LightOn enregistre **un chiffre d'affaires de 1 129 K€** pour l'exercice 2024, comprenant principalement 455 K€ de services relatifs à l'offre Forge, 538 K€ de licences d'accès à la plateforme d'intelligence artificielle générative Paradigm et 108 K€ de services associés à cette dernière.

Les ventes de licences de Paradigm en 2024 sont portées par les contrats signés avec Orange SA et Hewlett-Packard France SAS.

**Les autres produits d'exploitation** sont principalement constitués :

- de la production immobilisée (1 487 K€ en 2024, 280 K€ en 2023) ;
- de subventions d'exploitation (32 K€ en 2024, 148 K€ en 2023).

L'augmentation **des charges de personnel** de 1 844 K€ en 2024 s'explique par :

- le renforcement des équipes R&D et Commerciale et la création d'une équipe Marketing en 2024 (1 031 K€) ;
- l'emploi sur une année pleine des salariés embauchés en 2023 (621 K€).



**Les autres achats et charges externes** augmentent de 1 092 K€ par rapport à 2023 :

- les coûts d'infrastructure progressent de 896 K€ dans le cadre des travaux de R&D ;
- les coûts relatifs au personnel extérieur diminuent de 449 K€, en relation avec un projet achevé en 2023 ;
- les honoraires relatifs aux services comptables, financiers, juridiques, aux recrutements et aux prestations de consultant augmentent de 348 K€.

#### Indicateurs de performance relatifs au compte de résultat

- Le revenu annuel récurrent (**Annual Recurring Revenue ou ARR**) s'élève à 1,2 M€ au 31 décembre 2024. Cet indicateur n'était pas suivi au 31 décembre 2023.
- **La marge brute** s'établit à 28% du chiffre d'affaires en 2024. La décomposition des coûts des ventes change en 2024, du fait de l'évolution de l'activité vers la commercialisation de licences.

Marge brute (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 129</b>	<b>7 966</b>
Coûts d'infrastructure - Production	(458)	(756)
Personnel extérieur - Production	(2)	(450)
Personnel - Production	(350)	(150)
<b>Marge brute</b>	<b>319</b>	<b>6 610</b>
<i>en % du Chiffre d'affaires</i>	<i>28%</i>	<i>83%</i>

- LightOn définit son **EBITDA** à partir du résultat d'exploitation excluant les dotations aux amortissements et provisions ainsi que la production immobilisée. La variation de l'EBITDA par rapport à 2023 résulte principalement de la perte d'exploitation de 2024 et de l'augmentation de la production immobilisée.

EBITDA (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Résultat d'exploitation	(5 062)	3 677
Dotations aux amortissements et provisions	656	548
Production immobilisée	(1 487)	(280)
<b>EBITDA</b>	<b>(5 893)</b>	<b>3 945</b>
<i>En % du Chiffre d'affaires</i>	<i>-522.0%</i>	<i>49.5%</i>

#### Une trésorerie nette de 11,9 M€ pour financer la croissance

Bilan (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Actif immobilisé	1 833	1 005
Actif circulant	13 303	6 153
<i>dont Disponibilités</i>	<i>12 054</i>	<i>4 593</i>
Charges constatées d'avance	86	19
<b>Total Actif</b>	<b>15 222</b>	<b>7 177</b>
Capitaux propres	11 467	4 383
Emprunts et dettes financières	184	1 758
Dettes d'exploitation	1 365	981
Produits constatés d'avance	2 207	55
<b>Total Passif</b>	<b>15 222</b>	<b>7 177</b>

### Chiffres clés

**L'actif immobilisé** progresse de 828 K€, notamment grâce aux capacités agentiques et à la génération augmentée de récupération (RAG) qui ont enrichi la plateforme Paradigm en 2024 (1 487 K€) et du fait d'amortissements totalisant 721 K€.

**L'actif circulant** augmente de 7 461 K€ :

- les créances clients diminuent de 666 K€ ;
- les autres créances augmentent de 355 K€ ;
- la trésorerie disponible augmente de 7 461 K€, suite à l'augmentation de capital de 13 517 K€, au paiement des honoraires relatifs à l'introduction en bourse et imputés sur la prime d'émission (1 621 K€) et au remboursement des emprunts obligataires et des dettes financières (1 574 K€).

**Les dettes d'exploitation** augmentent de 384 K€, notamment du fait des dettes vis-à-vis des fournisseurs de capacité de calcul.

**Les produits constatés d'avance** progressent de 2 202 K€ :

- 919 K€ de factures clients qui donneront lieu à du chiffre d'affaires en 2025, 2026 et 2027 ;
- 1 224 K€ au titre de 2 subventions reçues en 2024 et relatives à des programmes en cours.

### Indicateurs de performance relatifs au bilan et au tableau des flux de trésorerie

- **L'endettement net** est présenté dans le tableau ci-dessous. Au 31 décembre 2024, la Société dispose d'une trésorerie nette positive de 11 870 K€, en hausse de 9 035 K€ par rapport à l'exercice précédent (Cf. Actif circulant).

en K€	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts et dettes financières	(184)	(1 758)
Disponibilités	12 054	4 593
<b>Total</b>	<b>11 870</b>	<b>2 835</b>

- **Le cash flow opérationnel et le flux de trésorerie libre** sont présentés dans le tableau ci-dessous. Le cash flow opérationnel est négatif de 2 798 K€ au titre de l'exercice 2024, résultant d'une marge brute d'autofinancement négative, générée principalement par la perte nette et la production immobilisée, et d'une variation positive du besoin en fonds de roulement, expliquée notamment par les créances clients et les produits constatés d'avance.

Flux de trésorerie (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Marge brute d'autofinancement	(5 578)	4 103
Variation du Besoin en fonds de roulement lié à l'activité	2 780	(132)
<b>Flux net de trésorerie générés par l'activité</b>		
<b>= Cash flow opérationnel</b>	<b>(2 798)</b>	<b>3 971</b>
Acquisitions d'immobilisations	(61)	(28)
<b>Flux de trésorerie libre</b>	<b>(2 859)</b>	<b>3 943</b>

#### 3.1.3 Propriété intellectuelle

Le lecteur est invité à se référer à la section 2.2.10 du Document d'Enregistrement en date du 21 octobre 2024 et disponible sur le site internet de la Société ([www.lighton.ai](http://www.lighton.ai)) et sur celui de l'AMF (<http://www.amf-france.org>).

### **3.1.4 Succursales**

Néant.

### **3.1.5 Evènements post-clôture**

#### *3.1.5.1 Eléments juridiques*

Lors de sa réunion en date du 31 janvier 2025, le Conseil d'administration a constaté l'exercice de l'ensemble des 201 BSA Air et la création de 269.406 actions ordinaires nouvelles de la Société ce qui a eu pour conséquence de porter le capital social de 61.629,66 euros à 64.323,72 euros.

#### *3.1.5.2 Eléments liés à l'activité de la Société*

##### *3.1.5.2.1 Europrop International choisit LightOn pour déployer sa solution d'IA générative souveraine et sécurisée*

LightOn, acteur européen de premier plan de l'IA générative pour les entreprises et Europrop International GmbH (EPI), consortium fondé par les quatre principaux motoristes européens (MTU Aero Engines, Safran Aircraft Engines, Rolls-Royce et Industria de Turbo Propulsores), ont annoncé le 6 janvier 2025 leur partenariat en vue de déployer la plateforme d'IA générative Paradigm à l'ensemble des équipes. Europrop International a pour mission de fabriquer, développer et commercialiser le turbopropulseur (TP400-D6) le plus puissant au monde, destiné à l'avion de transport militaire A400M d'Airbus Defence and Space. Grâce à Paradigm les équipes d'Europrop International bénéficieront d'un outil puissant et sécurisé leur permettant d'interroger une vaste base de données, tout en garantissant la confidentialité des informations sensibles<sup>3</sup>.

##### *3.1.5.2.2 LightOn transforme l'IA générative pour les entreprises avec de nouvelles capacités agentiques*

Le 22 janvier 2025, LightOn a annoncé une mise à jour majeure de sa plateforme Paradigm, introduisant des capacités agentiques avancées. Ces nouvelles fonctionnalités permettent aux entreprises de réaliser des tâches complexes de manière autonome tout en déployant directement cette technologie dans leur infrastructure (on-premise ou cloud privé), garantissant ainsi un contrôle total des données et un retour sur investissement optimal<sup>4</sup>.

##### *3.1.5.2.3 LightOn rejoint le consortium OpenEuroLLM visant à développer des modèles open source en faveur d'une intelligence artificielle européenne compétitive et souveraine*

Le 3 février 2025, LightOn a annoncé sa participation au consortium OpenEuroLLM lancé le même jour. Celui-ci a pour objectif de développer en open source des modèles de langage multilingues et performants qui contribueront à soutenir la compétitivité et la souveraineté numérique de l'Europe. Regroupant 20 des principales institutions de recherche et entreprises référentes de l'IA en Europe, OpenEuroLLM est soutenu par la Commission européenne dans le cadre du Programme Digital Europe qui a débuté le 1<sup>er</sup> février 2025<sup>5</sup>.

---

<sup>3</sup> Se référer au communiqué de presse du 6 janvier 2025 disponible sur le site internet de la Société.

<sup>4</sup> Se référer au communiqué de presse du 22 janvier 2025 disponible sur le site internet de la Société.

<sup>5</sup> Se référer au communiqué de presse du 3 février 2025 disponible sur le site internet de la Société.

#### *3.1.5.2.4 LightOn intègre “Visual RAG” dans sa plateforme Paradigm*

Le 26 février 2025, LightOn a annoncé une avancée majeure avec l’intégration de “Visual RAG” dans sa plateforme Paradigm, qui permettra, en première mondiale, aux utilisateurs d’exploiter et d’interagir simultanément avec des documents mêlant textes, images, graphiques et diagrammes.<sup>6</sup>

### **3.1.6 Principaux facteurs de risques**

À l’occasion de son introduction en bourse sur le marché Euronext Growth® Paris, en novembre 2024, LightOn avait présenté les facteurs de risque pouvant l’affecter au Chapitre 3 du Document d’Enregistrement en date du 21 octobre 2024, disponible sur le site internet de la Société ([www.lighton.ai](http://www.lighton.ai)) et sur celui de l’AMF (<http://www.amf-france.org>). Ces risques sont toujours à jour.

### **3.1.7 Transactions avec des parties liées**

Néant.

### **3.1.8 Filiales et participations**

#### *3.1.8.1 Prises de participation et prises de contrôle*

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, la Société n'a réalisé aucune prise de participation ou prise de contrôle.

#### *3.1.8.2 Aliénations d'actions et participations croisées*

Néant.

### **3.1.9 Perspectives pour l'exercice 2025**

La demande croissante en matière d’IA générative et de souveraineté des données permet à LightOn de faire connaître Paradigm à des entreprises et des organisations du secteur public, de répondre à des appels d'offres et d’élargir son portefeuille de clients. Dans ce contexte, LightOn confirme l'objectif d’ARR de 6 M€ anticipé pour 2025.

Outre la croissance du chiffre d’affaires, les axes de développement sont les suivants :

- poursuite des projets d’innovation en vue d’améliorer et d’enrichir Paradigm ;
- participation à des programmes de recherche français et européens ;
- nouvelles embauches d’ingénieurs, de développeurs, et de commerciaux afin d’adresser plusieurs secteurs d'activité et les marchés européens et du Moyen-Orient.

---

<sup>6</sup> Se référer au communiqué de presse du 26 février 2025 disponible sur le site internet de la Société.

## 3 | 2 Présentation des comptes et autres informations financières

### 3.2.1 Financement de la Société

#### 3.2.1.1 Le capital (tableau de synthèse de l'historique des opérations sur le capital)

Le tableau ci-dessous synthétise les opérations successives d'augmentations de capital de la Société depuis sa création jusqu'à la date du présent rapport :

Date	Nature des opérations	Capital	Nombre d'actions créées	Nombre cumulé total d'actions	Valeur nominale	Capital après opération
21/06/2016	Création	0 €	3.000.000	3.000.000	0,01 €	30.000 €
28/11/2016	Augmentation de capital	30.000 €	120.000	3.120.000	0,01 €	31.200 €
18/01/2017	Augmentation de capital	31.200 €	500.235	3.620.235	0,01 €	36.202,35 €
28/04/2017	Augmentation de capital	36.202,35 €	156.000	3.776.235	0,01 €	37.762,35 €
06/12/2018	Augmentation de capital	37.762,35	838.461	4.614.696	0,01 €	46.146,96 €
07/12/2018	Augmentation de capital	46.146,96 €	225.337	4.840.033	0,01 €	48.400,33 €
24/06/2020	Augmentation de capital	48.400,33 €	1.333	4.841.366	0,01 €	48.413,66 €
06/12/2021	Augmentation de capital	48.413,66 €	15.600	4.856.966	0,01 €	48.569,66 €
26/11/2024	Augmentation de capital	48.569,66 €	1.150.000	6.006.966	0,01 €	60.069,66 €
21/02/2024	Augmentation de capital	60.069,66 €	156.000	6.162.966	0,01 €	61.629,66 €
31/01/2025	Augmentation de capital	61.629,66 €	269.406	6.432.372	0,01 €	64.323,72 €

#### 3.2.1.2 Emprunts

Les emprunts et dettes financières au 31 décembre 2024 s'élèvent à 0,2 M€.

#### 3.2.1.3 Trésorerie

La trésorerie disponible au 31 décembre 2024 s'établit à 12,1 M€.

Se reporter aux comptes sociaux et à l'annexe des comptes sociaux présentés au chapitre 5 du présent rapport.

### 3.2.2 Autres informations financières

#### 3.2.2.1 *Résultat et proposition d'affectation du résultat*

Il est proposé d'affecter le résultat de l'exercice 2024, soit une perte de 4 812 877 euros en totalité au poste « Report à Nouveau » qui sera ainsi porté après affectation à un solde débiteur de 1 444 704 euros.

#### 3.2.2.2 *Dividendes*

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il n'y a pas eu de distribution de dividendes au cours des trois exercices précédents.

#### 3.2.2.3 *Charges non déductibles fiscalement*

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du code général des impôts, nous vous indiquons que les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024 ne font pas apparaître de dépenses et charges visées à l'article 39-4 du code général des impôts.

#### 3.2.2.4 *Délais de paiement clients et fournisseurs*

	Article D. 441 I.-1° : Factures reçues non régliées à la date de clôture de l'exercice et dont le terme est échu						Article D. 441 I.-1° : Factures émises non régliées à la date de clôture de l'exercice et dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	19					87	4					7
Montant total des factures concernées (en K€, TTC)	700	-18	-3	15	0	-6	100	98	76	0	76	249
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice (TTC)	18.6%	-0.5%	-0.1%	0.4%	0.0%	-0.2%						
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice (TTC)							7.4%	7.2%	5.6%	0.0%	5.6%	18.4%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues	0						0					
Montant total des factures exclues (TTC)	0						0					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - Article L. 441-6 ou article L. 443-1 du Code												

de commerce)		
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	entre 0 et 30 jours	entre 0 et 60 jours

### 3.2.2.5 Tableau des résultats des 5 derniers exercices

Tableau des résultats des 5 derniers exercices	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2024
<b>1. Capital en fin d'exercice</b>					
a) Capital social en €	48 414	48 414	48 570	48 570	61 630
b) Nombre d'actions émises	4 841 366	4 841 366	4 856 966	4 856 966	6 162 966
c) Nombre maximal d'actions à créer	869 182	236 469	479 034	421 894	421 894
<i>Par conversion d'obligations</i>	<i>549 450</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Par exercice de bons de souscription</i>	<i>319 732</i>	<i>236 469</i>	<i>479 034</i>	<i>421 894</i>	<i>421 894</i>
<b>2. Résultat global des opérations effectives en €</b>					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	0	388 972	1 846 008	7 966 440	1 128 776
b) Bénéfices avant impôts, amortissements et provisions	-1 134 968	- 45 067	672 535	3 772 498	-4 527 384
c) Impôts sur les bénéfices	500 842	196 218	195 933	194 447	435 937
d) Bénéfices après impôts, amortissements et provisions	- 948 044	- 399 805	171 155	3 368 173	-4 812 877
e) Montant des bénéfices distribués	0	0	0	0	0
<b>3. Résultat des opérations réduit à une seule action en €</b>					
a) Bénéfices après impôts, mais avant amortissements et provisions	- 0.13	0.03	0.18	0.82	- 0.66
b) Bénéfices après impôts, amortissements et provisions	- 0.20	- 0.08	0.04	0.69	- 0.78
c) Dividende versé à chaque action	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
<b>4. Personnel</b>					
a) Effectif moyen incluant les 2 dirigeants	19	17	16	19	33
b) Montant de la masse salariale en €	855 798	847 485	834 576	1 521 524	2 676 351
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux en €	204 012	207 210	224 106	494 172	1 183 354

### 3.2.2.6 Prêt inter-entreprises

Aucun prêt inter-entreprises visé à l'article L. 511-6 du code monétaire et financier n'a été consenti par la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

### 3.2.2.7 Ajustement des bases de conversion de titres

Néant.

### **3.2.3 Procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière**

Conformément aux recommandations de l'Autorité des Marchés financiers, la Société a mis en place des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

#### *3.2.3.1 Environnement de contrôle*

Le Comité de Direction est en charge de la conduite des opérations dans le cadre des objectifs stratégiques fixés par le Conseil d'administration, le Président Directeur Général et le Directeur Général Délégué.

Le comité d'audit et des risques en lien avec l'activité normale du Conseil d'administration assure le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que de l'audit interne, en particulier en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable, financière et extra-financière.

Afin d'accroître la qualité des contrôles internes et la gouvernance de la Société, deux administrateurs indépendants ont été nommés en novembre 2024 au Conseil d'administration.

#### *3.2.3.2 Principales caractéristiques des procédures de contrôle interne et de gestion*

En matière financière, sans que cela ne soit exhaustif, les différentes procédures mises en place par la Société sont les suivantes :

- le suivi des temps passés par projet de recherche ou d'innovation ;
- le contrôle et le suivi de la facturation clients ;
- le contrôle de la trésorerie, faisant l'objet d'un *reporting* mensuel, afin d'anticiper les besoins en trésorerie ;
- le contrôle de la comptabilité fournisseur (vérification de cohérence de la commande et du prix pratiqué) ; et
- la fonction comptable et financière ainsi que l'intégration des données comptables et leur analyse sont gérées en interne par le Directeur Administratif et Financier, et, en externe, par un cabinet d'expertise comptable et un prestataire. La gestion de la paie et les obligations fiscales sont assurées par ce même cabinet d'expertise comptable.

En matière juridique, le Directeur Administratif et Financier est responsable de la définition et de la mise en œuvre de la politique juridique de la Société, laquelle inclut notamment les politiques de prévention et de lutte contre la corruption et la fraude, le respect des réglementations applicables et la gestion des risques juridiques.

De manière plus générale, la Société est en cours de déploiement des dispositifs de gestion des principaux risques tel que décrits dans le Document d'Enregistrement.



### 3.2.3.3 Production et communication de l'information comptable et financière

L'élaboration et le traitement de l'information comptable et financière sont sous la responsabilité du Directeur Administratif et Financier. Il veille, notamment, au respect de la réglementation comptable, ainsi qu'à la bonne application des normes et des méthodes pour l'élaboration de l'information financière. Il s'assure également de la fiabilité des informations comptables et financières par le contrôle de la production des informations comptables et financières et par leur cohérence avec les informations utilisées pour l'élaboration des tableaux de bord, à chaque niveau pertinent de l'organisation.

Le contrôle interne de l'information comptable s'organise essentiellement autour des trois axes suivants :

- un *reporting* financier est formalisé par des tableaux de bord utilisant un référentiel et des normes identiques à ceux des comptes ;
- les différents indicateurs établis permettent de suivre de façon continue et homogène l'évolution des performances et de s'assurer de leur adéquation avec les objectifs fixés ; et
- des contrôles réguliers visent à assurer la fiabilité de l'information comptable et portent notamment sur les processus d'élaboration des agrégats financiers.

## 3 | 3 Gouvernement d'entreprise

---

### 3.3.1 Les organes de direction et d'administration

#### 3.3.1.1 Le Conseil d'administration

A la date du présent rapport, la composition du Conseil d'administration est la suivante :

Président du Conseil d'administration : Igor Carron

Administrateurs :	Laurent Daudet
	Florent Krzakala
	Sylvain Gigan
	Dominique Druon, administratrice indépendante
	Marie de Lauzon, administratrice indépendante

#### 3.3.1.2 Les Comités

A la date du présent document, la Société dispose de deux comités :

- Un comité d'audit et des risques :
  - o Présidente du comité : Marie de Lauzon
  - o Membres du comité : Dominique Druon  
Igor Carron  
Laurent Daudet
- Un comité des nominations et des rémunérations :
  - o Présidente du comité : Dominique Druon
  - o Membres du comité : Marie de Lauzon  
Igor Carron  
Laurent Daudet

### 3.3.1.3 Le Comité de Direction

A la date du présent document, le Comité de Direction de la Société est composé des membres suivants :

- Igor Carron, Président Directeur Général
- Laurent Daudet, Directeur Général Délégué
- Cécile Givron, Chief Financial Officer
- Thomas van Cauwelaert, Chief Revenue Officer
- David Amara, Strategic Partnership Officer
- Benoît Bouffard, Chief Product & Marketing Officer
- Olga Lopusanschi, Customer Success Manager
- Iacopo Poli, Chief Technology Officer
- Lilian Debaque, Chief Infrastructure Architect
- Milo Rignell, Head of Operations

### 3.3.1.4 Mandat des Commissaires aux comptes

La société Deloitte & Associés, représentée par Guillaume Radigue, a été nommée commissaire aux comptes titulaire par décision des associés en date du 5 avril 2024 pour une durée de six exercices sociaux, le premier d'entre eux couvrant l'exercice clos le 31 décembre 2024. Son mandat expirera à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2029.

La Société n'a pas nommé de Commissaire aux comptes suppléant conformément à la réglementation en vigueur.

### 3.3.1.5 Gouvernance de la Société

La Société se réfère au Code Middlednext depuis son introduction en bourse fin novembre 2024.

Le tableau ci-dessous présente la situation de la Société par rapport à l'ensemble des recommandations du Code Middlednext à la date du présent document :

Recommandations du Code Middlednext		Appliquée	Non-appliquée
R.1	Déontologie des membres du Conseil d'administration	X	
R.2	Conflits d'intérêts et procédure de gestion des conflits d'intérêts	X	
R.3	Composition du Conseil d'administration, Présence de membres indépendants	X	
R.4	Information des administrateurs	X	
R.5	Formation des administrateurs		X (1)
R.6	Organisation des réunions du Conseil et des/du comités	X	
R.7	Mise en place de comités		X (2)

R.8	Mise en place d'un comité RSE		X (3)
R.9	Mise en place d'un règlement intérieur du Conseil d'administration	X	
R.10	Sélection des administrateurs	X	
R.11	Durée des mandats des administrateurs – mandats échelonnés	X (4)	
R.12	Rémunération des administrateurs au titre de leur mandat	X	
R.13	Mise en place d'une évaluation des travaux du Conseil d'administration	X	
R.14	Relations avec les actionnaires	X	
R.15	Politique de diversité et d'équité au sein de l'entreprise	X	
R.16	Définition et transparence de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux	X (5)	
R.17	Préparation de la succession des dirigeants	X	
R.18	Cumul contrat de travail et mandat social	X	
R.19	Indemnités de départ	X	
R. 20	Régimes de retraite supplémentaires	X	
R. 21	Stock-options et attributions gratuites d'actions		X (6)
R. 22	Revue des points de vigilance	X	

- (1) R5 : A la date du présent document, aucun plan de formation n'est actuellement en place au sein de la Société. Celle-ci prévoit une réflexion pour apprécier l'opportunité de se conformer à cette recommandation.
- (2) R7 : La recommandation n°7 prévoit que la présidence des comités soit assurée par un membre indépendant et que le comité des nominations et des rémunérations ne comporte aucun dirigeant mandataire social. Cette recommandation n'est que partiellement respectée puisque le Comité des nominations et des rémunérations est composé de Dominique Druon, administratrice indépendante, en qualité que présidente et de Marie de Lauzon, administratrice indépendante, de Igor Carron, Président-Directeur Général et de Laurent Daudet, Directeur Général Délégué en qualité de membres. Il est précisé que Monsieur Igor Carron et Laurent Daudet ne prendront pas part aux discussions et aux votes concernant leur propre rémunération.
- (3) R8 : Il sera proposé de créer un Comité RSE au cours de l'exercice 2025.
- (4) R11 : Cette recommandation est appliquée, à l'exception de l'échelonnement du renouvellement des mandats compte-tenu de la constitution du Conseil d'administration à la suite de la transformation de la Société en société anonyme le 6 novembre 2024. L'échelonnement des mandats des administrateurs se fera au fur et à mesure des modifications de la composition du Conseil d'administration.

- (5) R16 : Concernant le ratio d'équité prévu à la recommandation 16, il est au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 de 5,03<sup>7</sup> pour Monsieur Igor Carron et de 1,97 pour Monsieur Laurent Daudet.
- (6) R21 : La Société se conformera à cette recommandation dès lors qu'un plan de stock-options ou d'actions gratuites serait attribué.

La Société a ainsi pour objectif de se conformer progressivement à l'ensemble des recommandations du Code Middlednext à l'exception de la recommandation n°7 qui est partiellement suivie.

#### *3.3.1.6 Politique de diversité et d'équité*

La Société œuvre en faveur de la diversité et veille à ne pratiquer aucune discrimination pour quelque cause que ce soit et à assurer l'égalité des chances de tous en matière de recrutement, de formation, de rémunération, d'affectation et d'évolution professionnelle en fonction des compétences et aptitudes personnelles. La Société s'assure également que tous ses collaborateurs soient traités de manière équitable. C'est parce qu'elle considère que le respect de ces valeurs permet d'avoir des collaborateurs plus épanouis professionnellement et personnellement et plus impliqués que la Société s'engage en faveur de l'inclusion, de la diversité et de l'égalité. Il est important pour la Société de créer un environnement où la différence est encouragée et où les collaborateurs peuvent apporter chacun une contribution à la dynamique de l'entreprise. La Société observe d'ores et déjà que cette politique lui permet d'augmenter la proportion de femmes cadres au sein de son effectif et d'avoir une meilleure productivité, des niveaux d'innovation plus élevés et une meilleure prise de décision.

La Société accorde une importance particulière à la formation continue, avec des actions menées et un budget de formation par salarié. Plusieurs actions sont également menées en faveur de l'amélioration des conditions de travail (prime de partage de la valeur, télétravail, forfait mobilité durable, etc.). Enfin, des enquêtes de satisfaction sont réalisées auprès des salariés.

#### *3.3.1.7 Gestion des conflits d'intérêts*

A compter de sa convocation, et au plus tard au début de la réunion du Conseil d'administration, les administrateurs déclarent en fonction de l'ordre du jour leurs éventuels conflits d'intérêts et s'interdisent de participer aux délibérations et au vote de tout sujet sur lequel ils seraient dans cette situation. Le Président du Conseil d'administration veille au respect de cette procédure. En outre, le Conseil d'administration procède chaque année lors de sa réunion d'arrêté des comptes annuels à une revue des situations de conflits d'intérêts avérés ou potentiels qui concerneraient ses membres.

---

<sup>7</sup> Calcul du ratio : montant de la rémunération totale au numérateur et SMIC de l'année de référence au dénominateur

### 3.3.1.8 *Compte-rendu de l'activité du Conseil d'administration et des comités au cours de l'exercice écoulé*

Le procès-verbal de chaque réunion est établi sous la responsabilité du Président du Conseil d'administration. Il est retranscrit dans le registre des procès-verbaux après signature du Président et d'un membre. Le Conseil d'administration a procédé, lors de sa réunion du 14 avril 2025, à une évaluation de son fonctionnement et de la préparation de ses travaux, conformément à la recommandation n°13 du Code Middledext. Entre sa transformation en société anonyme à conseil d'administration et le 31 décembre 2024, le Conseil d'administration de la Société s'est réuni à trois reprises aux jours et mois listés ci-après.

Dates de réunion du Conseil	Nombre d'administrateurs présents	Taux de participation
6 novembre 2024	6	100%
21 novembre 2024	6	100%
10 décembre 2024	6	100%

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, le comité d'audit et des risques et le comité des nominations et des rémunérations ne se sont pas réunis. Ils se sont réunis pour la première fois le 11 avril 2025.

### 3.3.1.9 *Prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme*

Il est précisé que la Société, ses dirigeants et mandataires sociaux respectent la Directive (UE) 2015/849 du Parlement Européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme. Par ailleurs, la Société, ses dirigeants et mandataires sociaux ne figurent pas sur la liste de sanctions de l'Union Européenne ou la liste établie par l'OFAC.

## 3 | 4 Informations relatives aux titres de la Société

### 3.4.1 Actionnariat au 31 décembre 2024

Actionnaires	Nombre total d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote
Igor CARRON	1.065.600	17,29%	2.131.200	19,62%
Laurent DAUDET	1.008.000	16,36%	2.016.000	18,56%
Florent KRZAKALA	403.200	6,54%	806.400	7,42%
Sylvain GIGAN	403.200	6,54%	806.400	7,42%
<b>Sous-total Fondateurs</b>	<b>2.880.000</b>	<b>46,73%</b>	<b>5.760.000</b>	<b>53,98%</b>
<b>Flottant</b>	<b>3.282.966</b>	<b>53,27%</b>	<b>4.911.624</b>	<b>46,02%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>6.162.966</b>	<b>100%</b>	<b>10.671.624</b>	<b>100%</b>

Il est précisé que lors de sa réunion en date du 31 janvier 2025, le Conseil d'administration a constaté l'exercice de l'ensemble des 201 BSA Air et la création de 269.406 actions ordinaires nouvelles de la Société ce qui a eu pour conséquence de porter le capital social de 61.629,66 euros à 64.323,72 euros divisé en 6.432.372 actions de 0,01 euros de valeur nominale.

### **3.4.2 Participation au capital et options de souscription des membres des organes d'administration et de direction**

A la date du présent rapport, les participations au capital de la Société détenues par les membres du conseil d'administration et de la direction générale se présentent comme suit :

Nom	Nombre d'actions détenues	Valeurs mobilières donnant accès au capital		Nombre d'actions dilué	% de capital	
		Nombre et de type valeurs mobilières attribuées	Nombre d'actions susceptibles de résulter de leur exercice		Total détenu à ce jour <sup>(1)</sup>	Total dilué <sup>(2)</sup>
Mandataires sociaux exécutifs						
Igor Carron	1.065.600	56.646 BSPCE 2017	56.646	1.122.246	16,57%	17,04%
Laurent Daudet	1.008.000	-	-	1.008.000	15,67%	15,31%
Mandataires sociaux non-exécutifs						
Florent Krzakala	403.200	-	-	403.200	6,27%	6,12%
Sylvain Gigan	403.200	-	-	403.200	6,27%	6,12%
Dominique Druon	-	-	-	-	-	-
Marie de Lauzon	-	-	-	-	-	-
TOTAL	2.880.000	56.646	56.646	2.936.646	44,77%	44,60%

(1) Sur la base de 6.432.372 actions.

(2) Sur la base de 6.584.860 actions

### **3.4.3 Opérations réalisées par la Société sur ses propres titres**

Un contrat de liquidité a été mis en œuvre entre la Société et la société Portzamparc – Groupe BNP PARIBAS le 11 décembre 2024.

Au 31 décembre 2024, les moyens suivants figuraient après bourse au compte de liquidité :

- 9.929 actions,
- 68.185,88 euros.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-211 du code de commerce, le tableau ci-après fournit les informations requises sur les opérations réalisées entre le 11 décembre et le 31 décembre 2024, date de résiliation du contrat de liquidité :

	ACHAT	VENTE
Nombre d'actions	16.227	6.298
Nombre de transactions	164	73
Montant en capitaux	212.623,38	80.809,26

A la mise en œuvre de ce contrat, 200.000 euros en espèces ont été affectés au compte de liquidité.

La totalité des actions propres de la Société étaient affectées à la finalité suivante :

- l'animation du marché des actions dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de service d'investissement, en conformité avec la Charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers.

Aucune réallocation des actions de la Société à d'autres finalités ou objectifs n'a été réalisée.

### **3.4.4 Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (« BSPCE »)**

Le tableau ci-dessous récapitule, en date du 31 décembre 2024, les caractéristiques des deux attributions de BSPCE en place au sein de la Société.

	BSPCE 2017	BSPCE 2019
Date d'assemblée d'attribution (ou ayant délégué sa compétence pour attribuer)	23 juin 2017	12 juin 2019
Date de la décision d'attribution par le Président	Décisions des 23 juin 2017, 16 août 2017, 25 septembre 2017, 1 <sup>er</sup> octobre 2017, 2 novembre 2018, 14 décembre 2018 et 21 décembre 2018	Décisions des 7 mars 2020, 1 <sup>er</sup> avril 2020 et 1 <sup>er</sup> août 2020
Nombre maximum de bons autorisés	188.812	193.601
Nombre de bons émis	188.812	140.360
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées, dont le nombre pouvant être souscrites ou achetées par les mandataires sociaux concernés :  <input type="checkbox"/> Igor CARRON	56.646  56.646	0
Nombre de bénéficiaires non-mandataires sociaux (à la date d'attribution)	7	13
Point de départ d'exercice des bons	Le 1 <sup>er</sup> juin 2017, 1 <sup>er</sup> août 2017, 1 <sup>er</sup> septembre 2017, 1 <sup>er</sup> octobre 2017, 1 <sup>er</sup> novembre 2018, 15 décembre 2018 ou 21 décembre 2018 selon le bénéficiaire	Le 7 mars 2020, 1 <sup>er</sup> avril 2020 ou 1 <sup>er</sup> août 2020 selon le bénéficiaire

Date d'expiration des bons	10 ans après la date de point de départ d'exercice des bons	10 ans après la date de point de départ d'exercice des bons
Prix de souscription des bons	Gratuit	Gratuit
Prix d'exercice des bons	0,641€/action (0,01 € de valeur nominale et à 0,631€ de prime d'émission) pour les BSPCE émis en 2017 et 1,50€ par action (0,01 € de valeur nominale et 1,49€ de prime d'émission) pour les BSPCE émis en 2018	1,50€ par action (0,01 € de valeur nominale et 1,49€ de prime d'émission)
Modalités d'exercice	<i>Vesting</i> linéaire annuel pendant 4 ans.  Chaque BSPCE donne droit à la souscription d'une action ordinaire nouvelle de la Société.	<i>Vesting</i> linéaire annuel pendant 4 ans.  Chaque BSPCE donne droit à la souscription d'une action ordinaire nouvelle de la Société.
Nombre de bons exercés	16.933	0
Nombre cumulé de bons caduques ou annulés	77.471	82.280
Nombre de bons restant en circulation	94.408	58.080
Nombre total maximum d'actions pouvant être souscrites par exercice des bons en circulation	94.408	58.080

### **3.4.5 Franchissement de seuil**

Néant.

### **3.4.6 Opérations réalisées par les dirigeants et leurs proches sur les titres de la Société**

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, Madame Monia Lacroix, épouse de Monsieur Igor Carron a déclaré le 2 décembre 2024 avoir procédé à l'exercice de 25 BSA AIR lui donnant droit à souscrire à 33.508 actions de la Société au prix unitaire de 0,01 euro.

### **3.4.7 Autocontrôle**

Néant.



## 4 | RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

### 4 | 1 Liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice

Au 31 décembre 2024, le Conseil d'administration de la Société est composé de six administrateurs.

La liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice clos au 31 décembre 2024 est la suivante :

Nom et prénom ou dénomination sociale du membre	Durée du mandat	Fonctions exercées dans la Société	Autres mandats actuellement exercés dans d'autres sociétés
Igor CARRON	<u>Date de nomination :</u> 6 novembre 2024  <u>Date d'échéance du mandat :</u> AG statuant sur les comptes clos au 31/12/2027	Président Directeur Général	-
Laurent DAUDET	<u>Date de nomination :</u> 6 novembre 2024  <u>Date d'échéance du mandat :</u> AG statuant sur les comptes clos au 31/12/2027	Administrateur et Directeur Général Délégué	-
Florent Krzakala	<u>Date de nomination :</u> 6 novembre 2024  <u>Date d'échéance du mandat :</u> AG statuant sur les comptes clos au 31/12/2027	Administrateur	-
Sylvain Gigan	<u>Date de nomination :</u> 6 novembre 2024  <u>Date d'échéance du mandat :</u> AG statuant sur les comptes clos au 31/12/2027	Administrateur	-
Dominique Druon	<u>Date de nomination :</u> 6 novembre 2024 avec effet au 25 novembre 2024  <u>Date d'échéance du mandat :</u> AG statuant sur les comptes clos au 31/12/2027	Administratrice indépendante	Entech Smart Energies : Administratrice Référente  Cogelec : Administratrice indépendante, membre du comité stratégique, du comité RSE et du comité d'audit  Constella Conseil : Présidente

Marie de Lauzon	<u>Date de nomination :</u> 6 novembre 2024 avec effet au 25 novembre 2024	Administratrice indépendante	Novocarbo GmbH : Gérante
	<u>Date d'échéance du mandat :</u> AG statuant sur les comptes clos au 31/12/2027		Nomizo SAS : Présidente

#### 4 | 2 Conventions conclues entre un dirigeant ou un actionnaire significatif et une filiale

A la date du présent rapport, il n'existe aucune convention conclue entre un dirigeant ou un actionnaire significatif et une filiale de la Société.

#### 4 | 3 Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires

L'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire des actionnaires du 6 novembre 2024 a décidé les délégations ou les autorisations suivantes données au Conseil d'administration :

Délégations/autorisations données au Conseil d'administration toujours en cours	Montant nominal maximum autorisé	Durée de la délégation	Mise en œuvre au titre de l'exercice 2024
Délégation de compétence au Président en vue d'augmenter le capital social par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions par voie d'offre au public dans le cadre de l'admission des actions de la Société aux négociations sur Euronext Growth	40.000 €	26 mois	<p><i>Réunion du Conseil d'administration du 21 novembre 2024 :</i></p> <p>Le Conseil d'administration a décidé de procéder à une augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription et par offre au public de titres financiers, d'un montant nominal total de 11.500 euros, par émission de 1.150.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,01 euro.</p> <p><i>Décision du Président Directeur Général du 26 novembre 2024 :</i></p> <p>Le Président Directeur Général a constaté une augmentation de capital d'un montant nominal de 11.500 Euros par émission de 1.150.000 actions nouvelles de la Société</p>
Autorisation au Conseil d'administration en vue d'augmenter le montant de l'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de	15% de l'émission initiale	30 jours à compter de	<p><i>Réunion du Conseil d'administration du 10 décembre 2024 :</i></p>

souscription, dans le cadre de l'admission des actions de la Société aux négociations sur Euronext Growth		l'émission initiale	Le Conseil d'administration a décidé de procéder à une augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription et par offre au public de titres financiers, d'un montant nominal total de 1.560 euros, par émission de 156.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,01 euro.
			<i>Décision du Président Directeur Général du 13 décembre 2024 :</i>
			Le Président Directeur Général a constaté une augmentation de capital d'un montant nominal de 1.560 Euros par émission de 156.000 actions nouvelles de la Société
<i>Réunion du Conseil d'administration du 10 décembre 2024 :</i>			
Autorisation au Conseil d'administration en vue d'opérer sur les actions de la Société, sous condition suspensive du règlement-livraison des actions de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur Euronext Growth	10% du capital social	18 mois	Le Conseil d'administration a décidé mettre en œuvre cette résolution pour procéder au rachat d'actions de la Société dans le cadre d'un contrat de liquidité mis en place avec Portzamparc – BNP PARIBAS
Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes ou toute autre somme dont la capitalisation serait admise, sous condition suspensive du règlement-livraison des actions de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur Euronext Growth	30 000 €	26 mois	Néant
Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet de décider, l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, sous condition suspensive du règlement-livraison des actions de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur Euronext Growth	Montant nominal des augmentations de capital : 40.000 €*  Montant nominal des obligations et autres titres de créances donnant accès au capital :	26 mois	Néant

50.000.000 €			
**			
Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription et par voie d'offre au public, sous condition suspensive du règlement-livraison des actions de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur Euronext Growth	Montant nominal des augmentations de capital : 40.000 €*  Montant nominal des obligations et autres titres de créances donnant accès au capital : 50.000.000 €	26 mois	Néant
	**		
Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital, par voie d'offre visée à l'article L.411-2 1° du Code monétaire et financier avec suppression du droit préférentiel de souscription sans indication de bénéficiaires, sous condition suspensive du règlement-livraison des actions de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur Euronext Growth	Le montant nominal des augmentations de capital sera limité à (i) 30% du capital (tel qu'existant à la date de l'opération) par an et (ii) 30.000 €*  Montant nominal des obligations et autres titres de créances donnant accès au capital : 50.000.000 €	26 mois	Néant
	**		
Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription en faveur d'une catégorie de bénéficiaires déterminée, sous condition suspensive du règlement-livraison des actions de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur Euronext Growth	Montant nominal des augmentations de capital : 30.000 €*  Montant nominal des obligations et autres titres de créances donnant accès au capital :	18 mois	Néant

50.000.000 € **			
Autorisation au Conseil d'administration en vue d'augmenter le montant des émissions avec ou sans maintien du droit préférentiel de souscription, sous condition suspensive du règlement-livraison des actions de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur Euronext Growth	15% de l'émission initiale Montant nominal des obligations et autres titres de créances donnant accès au capital : 50.000.000 € **	26 mois	Néant
Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription par émission d'actions de la Société réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise	3% du capital social	26 mois	Néant
Délégation de compétence à conférer au Conseil d'administration pour décider d'émettre, en une ou plusieurs fois, des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise dits « BSPCE, cette émission étant réservée au profit d'une catégorie de personnes déterminées	Plafond global de 15% du capital social***	18 mois	Néant
Autorisation consentie au Conseil d'administration en vue de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions aux membres du personnel et/ou certains mandataires sociaux de la Société ou des sociétés ou groupements liés	Plafond global de 15% du capital social***	38 mois	(1)
Autorisation au Conseil d'administration en vue de procéder à l'attribution gratuite d'actions aux membres du personnel et/ou certains mandataires sociaux de la Société ou des sociétés ou groupements liés	Plafond global de 15% du capital social***	38 mois	Néant
Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet d'émettre et attribuer, en une ou plusieurs fois, des bons de souscription d'actions dits « BSA », cette émission étant réservée au profit d'une catégorie de personnes déterminées	Plafond global de 15% du capital social***	18 mois	Néant
Autorisation au Conseil d'administration en vue de réduire le capital social de la Société par annulation des actions détenues en propre, sous condition suspensive du règlement-livraison des	10% du capital social par période de 24 mois	18 mois	Néant

---

actions de la Société dans le cadre de leur  
admission aux négociations sur Euronext  
Growth

---

\* le montant nominal du plafond des augmentations de capital autorisé s'imputera sur le montant du plafond global autorisé de 40.000 € de nominal (32<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 6 novembre 2024).

\*\* le montant nominal du plafond des obligations et autres titres de créances autorisé s'imputera sur le montant du plafond global autorisé de 50.000.000 € de nominal (32<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 6 novembre 2024)

\*\*\* Le plafond global pour l'émission de BSCPE, stock-options, actions gratuites et BSA est de 15% du capital social.

---

#### **4 | 4 Modalité d'exercice de la direction générale**

---

Parmi les modalités d'exercice de la direction générale visées à l'article L.225-51-1 du Code de commerce, le Conseil d'administration a décidé, lors de sa réunion du 6 novembre 2024, d'opter pour le cumul des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général entre les mains de Monsieur Igor Carron. Le Conseil d'administration a également décidé de nommer un Directeur Général Délégué, Monsieur Laurent Daudet.



Comptes annuels

Exercice clos le **31 décembre 2024**

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros (K€).

## 1 Bilan

<b>Actif (en K€)</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Immobilisations incorporelles	5.4.1	1 740	935
Immobilisations corporelles	5.4.2	65	41
Immobilisations financières	5.4.3	28	29
<b>Actif immobilisé</b>		<b>1 833</b>	<b>1 005</b>
Créances clients	5.4.4	384	1 050
Autres créances	5.4.5	865	510
Disponibilités	5.4.6	12 054	4 593
<b>Actif circulant</b>		<b>13 303</b>	<b>6 153</b>
Charges constatées d'avance		86	19
<b>Total Actif</b>		<b>15 222</b>	<b>7 177</b>
<b>Passif (en K€)</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Capital social		62	49
Primes		12 697	814
Réserves		3 521	152
Résultat net		(4 813)	3 368
<b>Capitaux propres</b>	<b>5.4.7</b>	<b>11 467</b>	<b>4 383</b>
<b>Provisions</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
Emprunts et dettes financières	5.4.8	184	1 758
Dettes fournisseurs	5.4.9	836	344
Autres dettes	5.4.10	529	637
<b>Dettes</b>		<b>1 549</b>	<b>2 739</b>
Produits constatés d'avance	5.4.11	2 207	55
<b>Total Passif</b>		<b>15 222</b>	<b>7 177</b>



## 2 Compte de résultat

---

<b>Compte de résultat (en K€)</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Chiffre d'affaires	<b>5.5.1</b>	1 129	7 966
Autres produits d'exploitation	<b>5.5.2</b>	1 565	450
Charges de personnel	<b>5.5.3</b>	(3 860)	(2 016)
Autres achats et charges externes	<b>5.5.4</b>	(3 239)	(2 147)
Impôts et taxes	<b>5.5.5</b>	(2)	(28)
Dotation aux amortissements et provisions	<b>5.5.7</b>	(656)	(548)
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>(5 062)</b>	<b>3 677</b>
Charges et produits financiers	<b>5.5.8</b>	(121)	(34)
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>(5 183)</b>	<b>3 643</b>
Charges et produits exceptionnels	<b>5.5.9</b>	(66)	(470)
Impôts sur les bénéfices	<b>5.5.10</b>	436	195
<b>Résultat net</b>		<b>(4 813)</b>	<b>3 368</b>
<i>Résultat de base par action en €</i>	<b>5.5.11</b>	<i>(0.96)</i>	<i>0.69</i>
<i>Résultat dilué par action en €</i>	<b>5.5.11</b>	<i>NC</i>	<i>0.64</i>

### 3 Tableau de flux de trésorerie

Tableau des flux de trésorerie (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Flux de trésorerie liés à l'activité</b>		
Résultat net	(4 813)	3 368
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
- Dotation aux amortissements, dépréciations et provisions nettes de reprises	721	620
- Production immobilisée	(1 487)	(280)
- Subvention d'investissement	0	(93)
- Charges exceptionnelles sur opération de gestion	0	255
- Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés	0	233
<b>Marge brute d'autofinancement</b>	<b>(5 578)</b>	<b>4 103</b>
<b>Variation du Besoin en fonds de roulement lié à l'activité</b>	<b>2 780</b>	<b>(132)</b>
- Variation des créances clients	666	(593)
- Variation des autres créances et comptes de régularisation	(422)	(121)
- Variation des dettes fournisseurs	492	165
- Variation des autres dettes et comptes de régularisation	2,043	417
<b>Flux net de trésorerie générés par l'activité (A)</b>	<b>(2 798)</b>	<b>3 971</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>		
Acquisitions d'immobilisations	(61)	(28)
Variation des dépôts de garantie	1	172
<b>Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)</b>	<b>(60)</b>	<b>144</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>		
Augmentation de capital en numéraire	11 896	0
Intérêts courus non échus	(3)	39
Remboursement d'emprunts	(1 574)	(92)
<b>Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement (C)</b>	<b>10 319</b>	<b>(53)</b>
<b>Variation de trésorerie (A + B + C)</b>	<b>7 461</b>	<b>4 062</b>
<b>Trésorerie d'ouverture</b>	<b>4 593</b>	<b>531</b>
<b>Trésorerie de clôture</b>	<b>12 054</b>	<b>4 593</b>
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>7 461</b>	<b>4 062</b>

#### 4 Tableau de variation des capitaux propres

Tableau de variation des capitaux propres (en K€)	Capital social	Primes	Réserves	Corrections d'erreurs	Résultat net	Subventions d'investissement	Capitaux propres
Situation au 31/12/2023	49	814	152	0	3 368	0	4 383
Affectation du résultat de l'exercice précédent			3 368		(3 368)		0
Résultat de l'exercice					(4 813)		(4 813)
Augmentation de capital	13	11 883					11 896
Distributions de dividendes							0
Subventions d'investissement							0
Situation au 31/12/2024	62	12 697	3 521	0	(4 813)	0	11 467

Les variations du capital social et des primes au cours de l'exercice 2024, telles que présentées dans le tableau ci-dessus, sont détaillées dans la note 5.4.7 de la présente annexe aux états financiers.

## 5 Annexe aux comptes annuels

---

### 5.1 Entité présentant les états financiers et événements marquants

#### 5.1.1 Informations générales

LightOn (“la Société”) est une société anonyme de droit français immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 821 100 690. Son siège social est situé en France, 2 rue de la Bourse, 75002 Paris.

La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels de la Société au titre de l’exercice clos le 31 décembre 2024.

Tous les montants sont exprimés en milliers d’euros (K€), sauf indication contraire.

#### 5.1.2 Présentation de la Société et de son activité

Fondée en 2016, LightOn est un acteur européen de premier plan du secteur de l’intelligence artificielle (“IA”) générative, à la fois concepteur de grands modèles de langage (*large language model* ou “LLM”) sur-mesure et proposant une plateforme d’intégration de solutions d’intelligence artificielle générative clé en main à destination des entreprises et du secteur public.

Sa plateforme Paradigm permet aux organisations de déployer des IA à grande échelle, tout en garantissant la confidentialité de leurs données. La technologie de LightOn assure une indépendance stratégique essentielle, offrant ainsi des solutions sur mesure. Cette maîtrise technologique s’accompagne d’une capacité à traiter d’importants volumes de données pour des usages industriels, avec des applications dans des secteurs variés tels que la finance, l’industrie, la santé, la défense et les services publics.

#### 5.1.3 Faits marquants de l’exercice

##### **Contrat avec Orange SA**

Aux termes d’un contrat cadre conclu le 28 juin 2024, la Société et Orange SA pour le compte de sa division Orange Business ont prévu l’achat par Orange SA de licences non exclusives qui sont accordées pour une durée de 3 ans à compter de la commande de chaque licence. Le contrat porte sur les licences du produit Paradigm et le support nécessaire à la mise en production et à la maintenance de cette solution pour revente aux clients finaux par Orange Business. Le contrat est conclu pour une durée indéterminée, sous réserve des cas de résiliation prévus.

##### **Contrat avec Hewlett-Packard France SAS**

Par un contrat conclu le 10 mai 2024, entrant en application à compter de juillet 2024, avec Hewlett-Packard France SAS (“HPE”), LightOn a adhéré au programme de partenariat technologique “Partner Ready for Technology Partners” en contrepartie d’une cotisation annuelle, pour une durée indéterminée.

Ce programme permet à LightOn de développer et tester sa technologie auprès d’HPE, en ayant accès aux contenus et aux outils de développement qu’HPE lui met à disposition.

##### **Introduction en bourse sur le marché Euronext Growth**

L’assemblée générale des actionnaires a décidé le 6 novembre 2024 de transformer la Société en société anonyme avec conseil d’administration.

Le 21 novembre 2024, la Société a annoncé son introduction en bourse sur le marché Euronext Growth Paris. La négociation des actions de LightOn sur le marché Euronext Growth Paris a débuté le 26 novembre 2024 sous le code ISIN FR0013230950 et le code mnémonique ALTAI-FR.

Cette introduction en bourse a donné lieu à deux augmentations du capital social de la Société d'un montant net de 11 896 K€, détaillé dans la note 5.4.7.

### **Emprunts obligataires convertibles**

L'emprunt obligataire convertible d'un montant de 350 K€, souscrit le 31 janvier 2019 et arrivé à échéance le 31 janvier 2024, a été intégralement remboursé le 5 juin 2024.

L'emprunt obligataire convertible d'un montant de 1 000 K€, souscrit le 7 décembre 2018 et arrivé à échéance le 7 décembre 2022, a été intégralement remboursé le 29 novembre 2024.

#### **5.1.4 Evénements postérieurs à la clôture**

Le conseil d'administration réuni le 31 janvier 2025 a constaté la réalisation de l'augmentation du capital social de la Société pour un montant nominal de 2,7 K€ à la suite de la souscription de 269 406 actions ordinaires nouvelles par exercice de 201 BSA Air, pour porter le capital social de 62 K€ à 64 K€.

Le 3 février 2025, LightOn a annoncé sa participation au consortium OpenEuroLLM qui vise à développer en open source des modèles de langage multilingues et performants en Europe.

Depuis le début de l'année 2025, la Société a fait part de deux mises à jour majeures de sa plateforme Paradigm :

- le 22 janvier 2025 avec l'intégration de capacités agentiques avancées,
- le 26 février 2025, avec l'intégration de "Visual RAG", qui permettra aux utilisateurs d'exploiter et d'interagir simultanément avec des documents mêlant textes, images, graphiques et diagrammes.

## **5.2 Règles et méthodes comptables**

### **5.2.1 Référentiel comptable**

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2024 ont été établis en conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règl. ANC 2014-03 relatif au PCG), à l'exception des corrections d'erreurs comme indiqué note 5.2.3.

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes individuels ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Seules sont exprimées les informations significatives.

### **5.2.2 Changement de méthodes comptables**

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

### 5.2.3 Corrections d'erreurs

La Société a identifié postérieurement à l'approbation de ses comptes annuels 2022 approuvés le 27 juin 2023 des erreurs relatives au dit exercice.

Pour les besoins du prospectus approuvé par l'Autorité des Marchés Financiers le 21 octobre 2024, la Société a présenté des comptes individuels retraités au titre des exercices clos le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2022. Par dérogation aux principes comptables français, les erreurs ainsi constatées au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022 ont été comptabilisées sur l'exercice 2022 concerné.

Ces retraitements sont détaillés dans la note 5.7 à travers un bilan et un compte de résultat proforma.

### 5.2.4 Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite la prise en compte par la Direction d'hypothèses et d'estimations ayant une incidence sur les états financiers.

Ces estimations sont fondées sur les meilleures informations dont la Direction dispose à la date d'arrêté des comptes. Compte tenu des incertitudes inhérentes au secteur et à la conjoncture économique et financière qui ont des effets sur le cours des affaires de la Société, ces estimations peuvent devoir être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou à la suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent ainsi différer de ces hypothèses et estimations.

Les principaux éléments qui requièrent des estimations établies à la date de clôture sur la base d'hypothèses d'évolution future et pour lesquels il existe un risque significatif de modification matérielle de la valeur, telle qu'enregistrée au bilan à la date de clôture, concernent :

- L'évaluation des coûts de développement comptabilisés à l'actif au regard des avantages économiques futurs attendus,
- L'évaluation des résultats à terminaison des contrats de vente à long terme.

### 5.2.5 Monnaie de présentation des comptes

La Société établit ses comptes annuels en euros (€).

Les états financiers et l'annexe sont présentés en milliers d'euros (K€).

### 5.2.6 Information sectorielle

Pour les besoins de l'information sectorielle, une catégorie, un secteur d'activité ou une zone géographique est défini comme un ensemble homogène de contrats, produits, services, métiers ou pays qui est individualisé au sein de l'entité, de ses filiales ou de ses divisions opérationnelles. La segmentation adoptée pour l'analyse sectorielle est issue de celle qui prévaut en matière d'organisation interne de la Société.

Outre la répartition du chiffre d'affaires en France et hors de France, la Société distingue deux secteurs d'activités :

- Solution Forge
- Solution Paradigm

### 5.2.7 Immobilisations incorporelles

Elles sont exclusivement constituées de frais de développement qui sont amortis suivant la méthode linéaire sur la base d'une durée d'utilisation estimée à 3 ans.

#### Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement sont immobilisés, par contrepartie de la production immobilisée, lorsque les critères d'activation suivants sont remplis :

- Faisabilité technique,
- Intention de l'achever et de l'utiliser ou de le vendre,
- Capacité à l'utiliser ou le vendre,
- Avantages économiques probables,
- Disponibilité des ressources,
- Capacité à évaluer de manière fiable les dépenses liées au projet.

Les frais de développement activés intègrent les coûts externes (engagements pris envers des fournisseurs ou prestataires extérieurs - factures, factures à recevoir, relevés de situation, etc.) et internes (valorisés sur la base des temps de travail imputés sur ces projets).

Les dépenses ne sont activées qu'à partir de la date à laquelle les conditions d'activation de l'immobilisation incorporelle sont remplies. Les dépenses cessent d'être inscrites à l'actif lorsque l'immobilisation incorporelle est prête à être utilisée.

Le démarrage de l'amortissement s'effectue à compter de la date de commercialisation. Les frais de développement pour lesquels l'amortissement n'a pas débuté à la clôture de l'exercice sont présentés en "Immobilisations en cours".

### 5.2.8 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan consolidé pour leur coût historique d'acquisition.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base de la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations.

Catégories d'immobilisations	Mode	Durée
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	5 ans

### 5.2.9 Autres immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées exclusivement de dépôts et cautionnements versés.

Les immobilisations financières sont enregistrées à leur coût d'acquisition.

### **5.2.10 Test de perte de valeur des actifs immobilisés**

Des tests de perte de valeur sont réalisés pour les actifs immobilisés à durée de vie finie dès lors qu'un indice de perte de valeur apparaît. Le test de perte de valeur consiste à comparer la valeur comptable de l'actif à sa valeur actuelle. La valeur actuelle d'un actif est la valeur la plus élevée entre la valeur vénale diminuée des coûts de cession et la valeur d'usage. La valeur d'usage est fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par ces actifs. Le taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré du capital.

Les actifs qui présentent une durée d'utilisation non limitée sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois par an et chaque fois qu'il y a une indication que l'actif peut être déprécié.

### **5.2.11 Créances**

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. Elles sont incluses dans l'actif circulant et sont présentées selon leur caractère échu ou non échu à la date de clôture du bilan.

Une dépréciation au cas par cas est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Le risque d'impayés est apprécié individuellement.

### **5.2.12 Trésorerie**

La rubrique "Disponibilités" comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue et les découverts bancaires. Les découverts bancaires figurent au bilan dans les "Emprunts et dettes financières", mais ils sont inclus dans le total de la trésorerie présenté dans le tableau de flux de trésorerie.

### **5.2.13 Opérations en devises**

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur en euros à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises sont enregistrées pour leur contre-valeur en euros sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice.

L'écart de conversion qui résulte de la valorisation des dettes et créances en devises est inscrit en comptes de régularisation, à l'actif s'il s'agit d'une perte latente et au passif s'il s'agit d'un profit latent.

Les pertes latentes non couvertes font l'objet d'une provision pour risques.

### **5.2.14 Provisions et passifs éventuels**

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation, juridique ou implicite, à l'égard d'un tiers, dans la mesure où elle peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente pour la Société.

L'estimation de la valorisation des provisions est revue lors de chaque clôture. Les provisions sont maintenues tant que la Société n'est pas en mesure de statuer clairement et avec certitude sur leur dénouement.

Un passif éventuel fait l'objet d'une mention en annexe lorsque :

- la Société a une obligation potentielle à l'égard d'un tiers résultant d'événements dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;



- la Société a une obligation à l'égard d'un tiers dont il n'est pas probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

#### 5.2.15 Emprunts obligataires

Les emprunts obligataires convertibles en actions sont enregistrés au passif du bilan dans la rubrique "Emprunts et dettes financières" pour le montant de l'emprunt émis, diminué des remboursements constatés.

#### 5.2.16 Dettes

Les dettes sont comptabilisées initialement à leur valeur nominale.

#### 5.2.17 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de la Société correspond principalement à :

- *Paradigm*, une plateforme de produits logiciels et de solutions intégrant l'IA générative clé en main pour les entreprises et le secteur public. Elle est conçue pour les entreprises et le secteur public, avec un déploiement direct sur leur infrastructure.
- *Forge*, une boîte à outils permettant aux entreprises et au secteur public de créer leur propre LLM sur mesure ou de régler finement (fine tuning) un LLM existant grâce au support de la Société.

Ces deux solutions peuvent correspondre à la combinaison de plusieurs biens ou services dont le client peut bénéficier indépendamment. Le prix de chacun de ces biens ou services est ainsi alloué à chacun d'eux sur la base de son prix de vente individuel défini contractuellement. Le chiffre d'affaires est ainsi reconnu séparément sans attendre la fin d'exécution du contrat, selon les modalités telles que définies ci-après.

#### **Solution Paradigm**

La solution *Paradigm* se compose de la combinaison :

- d'une vente de licence de propriété intellectuelle directe ou indirecte, correspondant à des licences annuelles renouvelables ou pluriannuelles non renouvelables. Le chiffre d'affaires de ces licences est comptabilisé prorata temporis sur la durée du contrat.
- de prestations de services, correspondant principalement à l'installation sur les serveurs et au paramétrage de la licence *Paradigm*. S'agissant de prestations de services ponctuelles, le chiffre d'affaires est reconnu à la réalisation de la prestation.

Dans le cadre de la vente d'une licence directe, LightOn perçoit une redevance annuelle renouvelable associée à la licence ainsi qu'une rémunération complémentaire liée aux prestations de services complémentaires choisies par le client. Dans le cadre d'une redevance indirecte, LightOn perçoit des redevances pluriannuelles renouvelables.

L'approche de facturation est souple et adaptée aux besoins évolutifs des clients selon le niveau de déploiement de *Paradigm* voulu au sein de leur entreprise et le mode de commercialisation.

Les prestations de services tels que visées ci-avant sont réalisées sur une période courte de quelques jours ou quelques semaines. Pour chacune d'entre elles, les coûts liés à l'infrastructure, notamment les coûts d'inférence (les coûts en termes de puissance de calcul nécessaire au fonctionnement de *Paradigm*), sont à la charge du client.

## **Solution Forge**

La solution *Forge* se compose de la combinaison :

- d'une vente de licence de propriété intellectuelle autorisant l'accès à une boîte à outils permettant d'entraîner et de construire des modèles d'IA. Ces ventes de licences sont forfaitaires et illimitées dans le temps. Le chiffre d'affaires relatif aux licences est reconnu à la date de mise à disposition de celle-ci au client.
- prestations de services, correspondant à la personnalisation du modèle pour répondre aux besoins spécifiques des clients, dont le chiffre d'affaires est reconnu selon la méthode de l'avancement décrite à l'article 622-2, alinéa 3 du PCG. Le pourcentage d'avancement est le rapport entre le coût des travaux et services exécutés à la date de clôture et le total prévisionnel des coûts d'exécution du contrat. Par ailleurs, lorsque le résultat estimé à terminaison des différentes affaires est négatif, une provision pour risques et charges est comptabilisée afin de constater immédiatement ladite perte à terminaison.

Son prix est variable, en fonction de la nature de chaque projet, plus particulièrement de l'utilisation prévue par le client, de la durée de la prestation, et du niveau des services complémentaires. Le coût du projet dépend également du niveau de sollicitation des services de LightOn. Les coûts liés à l'adaptation de l'infrastructure et à l'achat de la capacité de calcul afin d'entraîner les LLM créés par les clients avec l'aide de la Société sont également supportés par le client.

### **5.2.18 Production immobilisée**

La production de l'exercice conservée par la Société en vue de son immobilisation constitue un produit d'exploitation enregistré à son coût de production en "Production immobilisée".

### **5.2.19 Subventions**

#### **Subventions d'investissement**

Les subventions d'investissements sont comptabilisées en capitaux propres. La consommation des subventions est appréhendée en résultat en suivant le même rythme que l'amortissement de l'immobilisation liée à cette subvention.

#### **Subventions d'exploitation**

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produits d'exploitation au rythme des dépenses encourues.

### **5.2.20 Indicateurs alternatifs de performance**

#### **EBITDA**

Le terme d'EBITDA ne constitue pas un agrégat financier défini par les normes comptables françaises et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres sociétés. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant au résultat d'exploitation ou aux flux de trésorerie générés par l'activité.

Le terme « EBITDA », en anglais, « Earnings Before Interests, Taxes, Depreciation, and Amortization », désigne le résultat d'exploitation de la société hors production immobilisée et avant que n'y soient soustraits les dotations nettes des reprises aux amortissements et dépréciations sur immobilisations.

Il met en évidence le profit généré par l'activité indépendamment des conditions de son financement, des contraintes fiscales et du renouvellement de l'outil d'exploitation.

### **5.2.21 Résultat financier**

Le résultat financier comprend les produits et charges liés à la trésorerie, les charges d'intérêt sur les emprunts.

### **5.2.22 Résultat exceptionnel**

Les produits et charges exceptionnels incluent les éléments qualifiés d'exceptionnels dans leur nature par le droit comptable (notamment les résultats sur cession d'immobilisations, rappels ou dégrèvements d'impôt autres qu'impôts sur les bénéfices). Lorsqu'une nature de charge ou de produit existe également dans la liste des éléments d'exploitation du PCG (notamment, les créances irrécouvrables ou rentrées sur créances amorties et les dons versés et subventions d'équilibre reçues), ils ne sont classés en résultat exceptionnel que si leur montant et/ou leur fréquence n'est pas courant(e).

### **5.2.23 Crédit Impôt Recherche**

Le Crédit Impôt Recherche ("CIR") est octroyé aux entreprises par l'administration fiscale afin de les inciter à réaliser des recherches d'ordre technique et scientifique. Les entreprises qui justifient des dépenses remplissant les critères requis (dépenses de recherche localisées en France ou, depuis le 1er janvier 2005, au sein de la Communauté européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen et ayant conclu avec la France une convention d'intégration fiscale contenant une clause d'assistance administrative) bénéficient d'un crédit d'impôt.

Ce crédit d'impôt est calculé par année civile et s'impute sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses de recherche ont été encourues. Compte tenu du statut de PME au sens communautaire de la Société, le remboursement intervient dans l'année qui suit sa comptabilisation. Le Crédit Impôt Recherche est inclus dans la rubrique "Impôts sur les bénéfices" dans le compte de résultat.

### **5.2.24 Crédit d'Impôt Innovation**

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche et d'innovation peuvent également bénéficier d'un Crédit Impôt Innovation ("CII").

Ce crédit d'impôt est calculé par année civile et s'impute sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses de recherche et d'innovation ont été encourues. Compte tenu du statut de PME au sens communautaire de la Société, le remboursement intervient dans l'année qui suit sa comptabilisation. Le Crédit Impôt Innovation est inclus dans la rubrique "Impôts sur les bénéfices" dans le compte de résultat.

### **5.2.25 Engagements de retraite**

La Société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagement de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite de la société française. Ce calcul est réalisé en application de la convention collective applicable. Les engagements de retraite figurent dans les engagements hors bilan et ne font pas l'objet d'une provision.

Ces engagements sont évalués selon les hypothèses suivantes :

Hypothèses	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Taux d'actualisation	3,5%	3,6%
Taux de revalorisation moyen des salaires	3% par an	3% par an
Taux de turnover	12,5% par an	3% par an
Table de mortalité	2020-2022	2019-2021
Taux de charges sociales	43,2%	41,5%

### 5.2.26 Résultat net par action

Le résultat net par action se calcule en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat net dilué par action s'obtient en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'incidence de la conversion maximale des instruments dilutifs en actions ordinaires.

## 5.3 Information sectorielle

### 5.3.1 Ventilation du chiffre d'affaires par secteur d'activité

en K€	31/12/2024	31/12/2023
<b>Forge</b>	<b>455</b>	<b>7 868</b>
Dont prestations de services	455	2 370
Dont licences	0	5 498
<b>Paradigm</b>	<b>646</b>	<b>0</b>
Dont prestations de services	108	0
Dont licences	538	0
<b>Autres</b>	<b>28</b>	<b>98</b>
<b>Total</b>	<b>1 129</b>	<b>7 966</b>

LightOn enregistre un chiffre d'affaires de 1 129 K€ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, comprenant principalement 455 K€ de services relatifs à l'offre Forge, 538 K€ de licences d'accès à la plateforme d'intelligence artificielle générative Paradigm et de 108 K€ de services associés à cette dernière.

Depuis le 31 décembre 2023, LightOn a privilégié pour son business model les ventes issues des licences Paradigm, de type SaaS.

Le chiffre d'affaires de l'exercice clos le 31 décembre 2023 incluait principalement un LLM dans le cadre de l'offre Forge.

### 5.3.2 Ventilation du chiffre d'affaires par secteur géographique

en K€	31/12/2024	31/12/2023
France	1 126	98
Hors de France	3	7 868
<b>Total</b>	<b>1 129</b>	<b>7 966</b>

## 5.4 Informations sur le bilan

### 5.4.1 Immobilisations incorporelles

en K€	31/12/2023	Acquisitions	Sorties	Transferts	31/12/2024
Frais de développement	2 225	737	0	128	3 090
Immobilisations incorporelles en cours	128	750	0	(128)	750
<b>Valeurs Brutes</b>	<b>2 352</b>	<b>1 487</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 840</b>

en K€	31/12/2023	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/2024
Frais de développement	1 417	618	0	0	2 035
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0	0
<b>Amortissements</b>	<b>1 417</b>	<b>618</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 035</b>

en K€	31/12/2023	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/2024
Frais de développement	0	65	0	0	65
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0	0
<b>Dépréciations</b>	<b>0</b>	<b>65</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>65</b>

<b>Valeurs Nettes</b>	<b>935</b>	<b>804</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 740</b>
-----------------------	------------	------------	----------	----------	--------------

Au 31 décembre 2024, les frais de développement correspondent principalement aux programmes suivants :

- Programme IRD : il s'agit des LLM développés par la Société, dont le LLM Alfred conçu pour être le LLM moteur de Paradigm dans le parcours d'intégration de l'IA générative dans le flux de travail d'une entreprise ou du secteur public ;
- Programme Paradigm : Paradigm est une plateforme de produits logiciels et de solutions intégrant l'IA générative clé en main reposant notamment sur le LLM Alfred ou d'autres LLM ouverts ou propriétaires et conçue pour les entreprises et le secteur public, avec un déploiement direct sur leur infrastructure;
- Programme Agent : pour construire un agent efficace, la société exploite les capacités intrinsèques des LLM, qui vont au-delà des simples tâches de traitement du langage naturel (NLP), comme la compréhension et la génération de texte, pour inclure de véritables capacités de raisonnement. Les progrès récents de l'IA générative se concentrent sur l'amélioration des LLM avec des capacités agentiques, leur permettant de planifier et d'exécuter des tâches complexes ;

- Programme RAG : la génération augmentée de récupération (RAG) permet au LLM de présenter des informations précises avec l'attribution de la source. Le résultat peut inclure des citations ou des références à des sources. Les utilisateurs peuvent également rechercher eux-mêmes les documents sources s'ils ont besoin de précisions ou de détails supplémentaires. Cela renforce la confiance dans les réponses apportées par le LLM.

Ces deux derniers programmes, débutés en 2024 et qui enrichissent la plateforme Paradigm, ont donné lieu aux principales acquisitions de l'exercice et aux principales immobilisations en cours au 31 décembre 2024.

### Test de dépréciation

Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié au niveau des frais de développement mis en service ; étant précisé que les principaux indices de perte de valeur suivis par la société sont constitués par le chiffre d'affaires et l'EBITDA prévisionnels de la société tel qu'ils ressortent de son business plan.

Les frais de développement en cours ont fait l'objet d'un test de dépréciation au niveau de chaque projet. Les hypothèses opérationnelles (chiffre d'affaires, marge, prévisions de trésorerie) prises en compte pour l'élaboration du test de dépréciation correspondent aux données préparées dans le cadre d'un Business Plan à 4 ans.

Les valeurs d'utilité des projets ont été estimées selon la méthodologie suivante :

- les flux de trésorerie futurs sont issus du business plan à 4 ans ;
- le taux d'actualisation utilisé est de 15.4%.

Les tests de dépréciation réalisés n'ont pas donné lieu à la constatation d'une perte de valeur.

### Sensibilité

La sensibilité de la valorisation des projets aux principales hypothèses opérationnelles et financières telles que décrites ci-avant est présentée lorsqu'un changement raisonnablement possible d'une hypothèse clé ou des deux hypothèses clés simultanément pourrait conduire à ce que la valeur comptable d'un projet de développement excède sa valeur recouvrable.

L'analyse de sensibilité n'a pas fait apparaître de risque de dépréciation.

#### 5.4.2 Immobilisations corporelles

en K€	31/12/2023	Acquisitions	Sorties	Transferts	31/12/2024
Matériels de bureau et informatique, mobilier	460	61	(161)	0	360
<b>Valeurs Brutes</b>	<b>460</b>	<b>61</b>	<b>(161)</b>	<b>0</b>	<b>360</b>

  

en K€	31/12/2023	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/2024
Matériels de bureau et informatique, mobilier	419	37	(161)	0	295
<b>Amortissements</b>	<b>419</b>	<b>37</b>	<b>(161)</b>	<b>0</b>	<b>295</b>
<b>Valeurs Nettes</b>	<b>41</b>	<b>24</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>65</b>

Au 31 décembre 2024, les immobilisations corporelles correspondent principalement à du matériel de bureau et informatique.

### 5.4.3 Immobilisations financières

en K€	31/12/2023	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
Dépôts de garantie	29	10	11	28
<b>Valeurs Nettes</b>	<b>29</b>	<b>10</b>	<b>11</b>	<b>28</b>

Au 31 décembre 2024, les immobilisations financières sont exclusivement composées de dépôts de garantie versés aux bailleurs des locaux occupés par la Société.

### 5.4.4 Créances clients

en K€	31/12/2024	31/12/2023
En-cours clients	348	735
Factures à établir	35	315
<b>Créances clients</b>	<b>384</b>	<b>1 050</b>

Au 31 décembre 2024, l'en-cours clients échu s'élevait à 248 K€. Il a été totalement recouvré en janvier et février 2025.

en K€	31/12/2024	Non échu	Echu < 90 jours	Echu > 90 jours
En-cours clients	348	100	173	75
<b>en %</b>	<b>100%</b>	<b>29%</b>	<b>50%</b>	<b>22%</b>

### 5.4.5 Autres créances

en K€	31/12/2024	31/12/2023
Impôts sur les bénéfices	82	(82)
Crédits d'Impôt	350	472
Taxe sur la valeur ajoutée	425	115
Autres créances fiscales	8	5
<b>Autres créances</b>	<b>865</b>	<b>510</b>

Au 31 décembre 2024, les autres créances sont essentiellement constituées :

- d'une créance résultant du report en arrière du déficit fiscal de 2024 (82 K€),
- des crédits d'impôt recherche et innovation au titre de l'exercice 2024 (346 K€),
- de créances de taxe sur la valeur ajoutée (425 K€).

A cette date, les autres créances ont une antériorité de moins d'un an.

#### 5.4.6 Disponibilités

en K€	31/12/2024	31/12/2023
Actions d'auto-contrôle	129	0
Trésorerie	11 925	4 593
<b>Disponibilités</b>	<b>12 054</b>	<b>4 593</b>

Au 31 décembre 2024, la Société détient 9 929 actions d'auto-contrôle.

#### 5.4.7 Capitaux propres

Au 31 décembre 2024, le capital social de la Société s'élève à 61 629,66 € et est divisé en 6 162 966 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,01 €, intégralement libérées.

Au cours de l'exercice 2024, le capital social a varié comme suit :

en nombre d'actions	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Actions ordinaires	6 162 966	4 018 505	2 144 461
Actions de préférence de Série S	0	838 461	(838 461)
<b>Total</b>	<b>6 162 966</b>	<b>4 856 966</b>	<b>1 306 000</b>

L'assemblée générale du 6 novembre 2024 a adopté la conversion des 838 461 actions de préférence de Série S en actions ordinaires.

L'introduction en bourse a donné lieu à deux augmentations du capital social de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offre au public :

- Le 21 novembre 2024, le Conseil d'administration de la Société a décidé de procéder à une augmentation de capital, d'un montant nominal de 11 500 €, par émission de 1 150 000 actions ordinaires nouvelles, d'une valeur nominale de 0,01 € chacune, au prix de 10,35 € par action, soit avec une prime d'émission de 10,34 € par action.
- Le 10 décembre 2024, le Conseil d'administration de la Société a décidé d'augmenter le montant de l'augmentation de capital décidée le 21 novembre 2024, par la création de 156 000 actions ordinaires supplémentaires, d'une valeur nominale de 0,01 € chacune, au prix de 10,35 € par action, soit avec une prime d'émission de 10,34 € par action.

Les 1 306 000 actions ordinaires nouvelles ont porté le capital social de 48 569,66 € à 61 629,66 € et ont donné lieu à une prime d'émission de 13 504 K€, diminuée du montant des honoraires relatifs à l'introduction en bourse (1 621 K€).

#### Bons de souscription d'actions

La Société a émis 201 BSA Air le 27 avril 2022 pour un prix de souscription unitaire de 4 000 euros, et un prix de souscription total de 804 000 euros.

Au 31 décembre 2024, les 201 BSA Air sont toujours exerçables.

Le conseil d'administration réuni le 31 janvier 2025 a constaté la réalisation de l'augmentation du capital social de la Société pour un montant nominal de 2 694,06 € à la suite de la souscription de 269 406 actions ordinaires nouvelles par exercice de 201 BSA Air, pour porter le capital social de 61 629,66 € à 64 323,72 €.



Chaque BSA Air a donné à son titulaire le droit de souscrire, à valeur nominale (soit sans prime d'émission), un nombre  $N^{\text{air}}$  d'actions calculé comme suit :

$$N^{\text{air}} = \frac{\text{Prix de souscription d'un BSA Air}}{\text{Prix par action} - \text{Valeur nominale}}$$

étant précisé que la valorisation était plafonnée à 15 millions d'euros.

### Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE)

Plans	BSPCE 2017	BSPCE 2019
Date d'assemblée	23 juin 2017	12 juin 2019
Nombre maximum de BSPCE autorisés	188 812	193 601
Nombre de BSPCE émis	188 812	140 360
Point de départ d'exercice des BSPCE	Dépend de la date d'attribution au salarié	Dépend de la date d'attribution au salarié
Date d'expiration	10 ans après la date de point de départ d'exercice des bons	10 ans après la date de point de départ d'exercice des bons
Prix de souscription d'une action	0,641 € pour 113 286 BSPCE et 1,5 € pour 75 526 BSPCE	1,5 €
Modalités d'exercice	Vesting linéaire annuel pendant 4 ans. Chaque BSPCE donne droit à la souscription d'une action ordinaire nouvelle de la Société.	Vesting linéaire annuel pendant 4 ans. Chaque BSPCE donne droit à la souscription d'une action ordinaire nouvelle de la Société.
Nombre d'actions souscrites	16 933	0
Nombre de BSPCE annulés ou caducs	77 471	82 280
Nombre de BSPCE restant en circulation au 31 décembre 2024	94 408	58 080

Par décision de l'assemblée générale mixte du 6 novembre 2024, les actions issues de l'exercice des BSPCE, tels que présentés dans le tableau ci-dessus, post règlement-livraison des actions de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur Euronext Growth ne pourront pas être cédées pendant une durée de 12 mois à compter du règlement-livraison intervenu le 26 novembre 2024.

### 5.4.8 Emprunts et dettes financières

L'évolution des emprunts et dettes financières entre le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2024 est résumée ci-dessous :

en K€	31/12/2023	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	276	0	(92)	184
Emprunts obligataires convertibles	1 350	0	(1 350)	0
Intérêts courus	132	235	(367)	0
<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>1 758</b>	<b>235</b>	<b>(1 809)</b>	<b>184</b>

en K€	31/12/2024	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	184	92	92	0
Emprunts obligataires convertibles	0	0	0	0
Intérêts courus	0	0	0	0
<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>184</b>	<b>92</b>	<b>92</b>	<b>0</b>

Au 31 décembre 2024, les dettes financières sont composées à titre principal de deux avances remboursables souscrites auprès de Bpifrance :

- o La première attribuée en octobre 2019 d'un montant initial de 400 K€ remboursable sur 5 ans, soit un capital restant dû de 160 K€ au 31 décembre 2024,
- o La seconde attribuée en mars 2020 d'un montant initial de 60 K€ remboursable sur 5 ans, soit un capital restant dû de 24 K€ au 31 décembre 2024.

Les deux emprunts obligataires convertibles en actions ont été intégralement remboursés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 :

- L'emprunt d'un montant de 350 K€, souscrit le 31 janvier 2019 et arrivé à échéance le 31 janvier 2024, a été intégralement remboursé le 5 juin 2024. Cet emprunt portait un intérêt annuel égal au taux Euribor 12 mois majoré de 0,5% et un intérêt de retard de 3%.
- L'emprunt d'un montant de 1 000 K€, souscrit le 7 décembre 2018 et arrivé à échéance le 7 décembre 2022, a été intégralement remboursé le 29 novembre 2024. Cet emprunt était assorti d'un intérêt annuel de 2%, d'un intérêt de retard de 6% et d'une indemnité de 97 K€.

#### 5.4.9 Dettes fournisseurs

en K€	31/12/2024	31/12/2023
En-cours fournisseurs	694	195
Factures non parvenues	142	149
<b>Dettes fournisseurs</b>	<b>836</b>	<b>344</b>

L'augmentation des dettes fournisseurs s'explique principalement par les coûts d'infrastructure mentionnés dans la note 5.5.4.

Au 31 décembre 2024, la presque totalité de l'en-cours fournisseurs était non échue.

en K€	31/12/2024	Non échue	Echu < 90 jours	Echu > 90 jours
En-cours fournisseurs	694	700	(6)	0
<b>en %</b>	<b>100%</b>	<b>101%</b>	<b>-1%</b>	<b>0%</b>

#### 5.4.10 Autres dettes

en K€	31/12/2024	31/12/2023
Personnel	164	63
Organismes sociaux	258	185
Taxe sur la valeur ajoutée	60	17
Autres dettes fiscales	38	55
Clients créditeurs	0	316
Autres dettes	10	1
<b>Autres dettes</b>	<b>529</b>	<b>637</b>

Les dettes envers le personnel, essentiellement constituées de la provision pour congés payés, et envers les organismes sociaux augmentent en fonction de l'effectif croissant.

Les autres dettes fiscales incluent les prélèvements à la source au titre de l'impôt sur le revenu.

Au 31 décembre 2024, les autres dettes ont une antériorité de moins d'un an.

#### 5.4.11 Produits constatés d'avance

en K€	31/12/2024	31/12/2023
Factures clients	974	46
Subventions reçues	1 224	0
Autres	9	9
<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>2 207</b>	<b>55</b>

Au 31 décembre 2024, les produits constatés d'avance sont composés :

- de 974 K€ de factures clients qui donneront lieu à du chiffre d'affaires en 2025 (407 K€), en 2026 (378 K€) et en 2027 (189 K€),
- de 1 224 K€ au titre de 2 subventions reçues en 2024 et relatives à des programmes qui ne sont pas terminés à cette date.

## 5.5 Informations sur le compte de résultat

### 5.5.1 Chiffre d'affaires

en K€	31/12/2024	31/12/2023
Prestations de services	563	2 370
Licences de propriété intellectuelle	538	5 498
Autres	28	98
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 129</b>	<b>7 966</b>

### 5.5.2 Autres produits d'exploitation

en K€	31/12/2024	31/12/2023
Production immobilisée	1 487	280
Subventions	32	148
Transferts de charges	45	22
Autres produits	1	0
<b>Autres produits d'exploitation</b>	<b>1 565</b>	<b>450</b>

La production immobilisée correspond principalement à la plateforme Paradigm qui a été enrichie de capacités agentiques et de la génération augmentée de récupération (RAG) en 2024.

Afin de supporter l'innovation et la R&D, la Société a bénéficié de plusieurs subventions d'exploitation :

en K€	31/12/2024	31/12/2023
Electra	0	23
Optologic	0	89
Deploy AI	31	0
Autres	1	36
<b>Total</b>	<b>32</b>	<b>148</b>

- Subvention "Electra" accordée par Bpifrance en 2022 ayant pour objet le financement d'un projet de recherche industrielle visant à mettre au point des serveurs de calculs hybrides photoniques-électroniques. Cette subvention, d'un montant maximum de 729 K€, couvrirait 50% des dépenses engagées. La subvention d'exploitation a été reconnue au rythme des dépenses engagées.
- Subvention "Optologic" accordée par l'Union Européenne en 2020 pour le financement d'un projet de R&D sur le photonique. Cette subvention couvrirait 100% des dépenses engagées. La subvention d'exploitation a été reconnue au rythme des dépenses engagées.
- Subvention "Deploy AI" accordée par l'Union Européenne en 2023 dont le but est de construire, de déployer et de lancer une plateforme d'IA à la demande (AloDP) pleinement

opérationnelle, promouvant des solutions d'IA européennes fiables, éthiques et transparentes pour une utilisation dans l'industrie, principalement pour les PME et le secteur public. Cette subvention finance 100% des dépenses engagées et à venir, estimées à 747 K€. La subvention d'exploitation est reconnue au rythme des dépenses engagées.

Ces subventions sont versées sur justification des dépenses éligibles engagées.

### 5.5.3 Charges de personnel

en K€	31/12/2024	31/12/2023
Masse salariale	(2 665)	(1 519)
Charges sociales	(1 183)	(494)
Autres charges	(11)	(3)
<b>Charges de personnel</b>	<b>(3 860)</b>	<b>(2 016)</b>

<b>Effectif moyen (incluant les 2 dirigeants)</b>	<b>33</b>	<b>19</b>
---	-----------	-----------

L'augmentation des charges de personnel de 93% s'explique par :

- le renforcement des équipes R&D et Commerciale et la création d'une équipe Marketing en 2024,
- l'emploi sur une année pleine des salariés embauchés en 2023.

Le faible taux moyen de charges sociales observé en 2023 (33%) provenait du dispositif d'exonération des cotisations patronales des « jeunes entreprises innovantes » dont la Société a bénéficié jusqu'à fin 2023. En 2023, ce statut a eu pour incidence de réduire les charges sociales pour un montant de 126 K€.

### 5.5.4 Autres charges d'exploitation

en K€	31/12/2024	31/12/2023
Coûts d'infrastructure	(1 755)	(859)
Coûts des logiciels utilisés par la Tech	(91)	(90)
Locations	(180)	(129)
Personnel extérieur	(2)	(451)
Honoraires	(639)	(291)
Déplacements et réceptions	(201)	(66)
Autres charges	(370)	(261)
<b>Autres charges d'exploitation</b>	<b>(3 239)</b>	<b>(2 147)</b>

Les autres charges d'exploitation augmentent de 51% par rapport à 2023. Cette évolution s'explique essentiellement par :

- la hausse des coûts d'infrastructure dans le cadre des travaux de recherche et de développement,
- la baisse des coûts relatifs au personnel extérieur qui avait travaillé sur un projet achevé en 2023,

- la hausse des honoraires relatifs aux services comptables, financiers, juridiques, aux recrutements et aux prestations de consultants,
- la hausse des coûts de marketing et de publicité,
- la mise à jour du site internet de la Société.

### 5.5.5 Impôts et taxes

en K€	31/12/2024	31/12/2023
Impôts et taxes sur rémunérations	0	(1)
Autres impôts et taxes	(2)	(27)
<b>Impôts et taxes</b>	<b>(2)</b>	<b>(28)</b>

### 5.5.6 Indicateurs alternatifs de performance

#### EBITDA

La Société a fait le choix de communiquer sur l'agrégat "EBITDA" compte tenu de son caractère significatif quant à l'analyse de sa performance financière.

en K€	31/12/2024	31/12/2023
Résultat d'exploitation	(5 062)	3 677
Dotations aux amortissements et provisions	656	548
Production immobilisée	(1 487)	(280)
<b>EBITDA</b>	<b>(5 893)</b>	<b>3 945</b>
<i>Taux d'EBITDA sur chiffre d'affaires</i>	<i>-522.0%</i>	<i>49.5%</i>

### 5.5.7 Dotations / reprises aux amortissements et provisions

en K€	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux amort. immobilisations incorporelles	(619)	(498)
Dotations aux amort. immobilisations corporelles	(37)	(50)
<b>Dotations aux amortissements et provisions</b>	<b>(656)</b>	<b>(548)</b>

Les dotations aux amortissements relatives aux immobilisations incorporelles augmentent en 2024 du fait de la production immobilisée mise en service au cours de l'exercice.

### 5.5.8 Résultat financier

en K€	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts sur comptes à terme	117	0
Autres produits financiers	0	3
<i>Produits financiers</i>	<i>117</i>	<i>3</i>
Intérêts sur emprunts	(235)	(36)
Autres charges financières	(3)	(1)
<i>Charges financières</i>	<i>(238)</i>	<i>(37)</i>
<b>Charges et produits financiers</b>	<b>(121)</b>	<b>(34)</b>

Le résultat financier est essentiellement composé des produits d'intérêts sur comptes à terme, des charges d'intérêts sur les emprunts obligataires convertibles et d'une indemnité de 97 K€ sur l'un de ces deux emprunts.

#### 5.5.9 Résultat exceptionnel

en K€	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels sur opérations en capital	0	93
Reprises sur provisions exceptionnelles	0	40
<i>Produits exceptionnels</i>	<i>0</i>	<i>133</i>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0	(258)
VNC des immobilisations cédées	0	(233)
Dotations aux amortissements et provisions exceptionnels	(66)	(113)
<i>Charges exceptionnelles</i>	<i>(66)</i>	<i>(603)</i>
<b>Charges et produits exceptionnels</b>	<b>(66)</b>	<b>(470)</b>

En 2024, le résultat exceptionnel est composé d'un amortissement accéléré sur des immobilisations incorporelles.

#### 5.5.10 Impôts sur les bénéfices

en K€	31/12/2024	31/12/2023
Crédit Impôt Recherche	230	187
Crédit Impôt Innovation	120	87
Impôt sur les sociétés	82	(82)
Autres crédits d'impôt	4	2
<b>Impôts sur les bénéfices</b>	<b>436</b>	<b>195</b>

#### Crédit Impôt Recherche et Crédit Impôt Innovation

La Société a déclaré un crédit d'impôt recherche et un crédit d'impôt innovation pour des montants respectifs de 226 K€ et 120 K€ au titre de l'exercice 2024.

#### Impôt sur les sociétés

Le produit d'impôt de 82 K€ résulte du report en arrière du déficit fiscal de 2024.

#### Accroissement/Allègement de la dette future d'impôt.

Le montant des déficits reportables de la Société s'élève à 7 965 K€ au 31 décembre 2024.

#### Contrôles fiscaux

La Société n'a fait l'objet d'aucun contrôle fiscal au cours de l'exercice 2024.

### 5.5.11 Résultat par action

en € ou en nombre d'actions	31/12/2024	31/12/2023
Résultat de l'exercice	(4 812 878)	3 368 173
Nombre moyen pondéré d'actions	4 995 168	4 856 966
<b>Résultat de base par action</b>	<b>(0.96)</b>	<b>0.69</b>

Résultat de l'exercice	(4 812 878)	3 368 173
Nombre moyen pondéré d'actions composant le capital dilué	5 417 062	5 278 860
<b>Résultat dilué par action</b>	<b>NC</b>	<b>0.64</b>

Dilution potentielle	31/12/2024	31/12/2023
<b>Nombre moyen pondéré d'actions</b>	<b>4 995 168</b>	<b>4 856 966</b>
Nombre d'actions maximal à provenir de l'exercice du plan BSPCE 2017	94 408	94 408
Nombre d'actions maximal à provenir de l'exercice du plan BSPCE 2019	58 080	58 080
Nombre d'actions maximal à provenir de l'exercice du plan BSA Air	269 406	269 406
<b>Nombre d'actions susceptibles d'être créées</b>	<b>421 894</b>	<b>421 894</b>
<b>Nombre moyen pondéré d'actions composant le capital dilué</b>	<b>5 417 062</b>	<b>5 278 860</b>

% Dilution potentielle (Base capital actuel)	8.4%	8.7%
% Dilution potentielle (Base capital dilué)	7.8%	8.0%

NC (non communiqué) : Étant donné que la perte diluée par action est inférieure à la perte de base, il n'y a pas lieu de communiquer ce chiffre.

## 5.6 Autres informations

### 5.6.1 Transactions avec les parties liées

La Société n'a pas identifié de transactions avec les parties liées qui ne seraient pas conclues à des conditions de marché et de règlement habituelles pour ce type de prestation.

### 5.6.2 Rémunération des dirigeants

Aucune information n'est communiquée sur la rémunération de la Direction dans la mesure où cela reviendrait à donner une information individuelle.

### 5.6.4 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires figurant au compte de résultat de l'exercice 2024 au titre du commissariat aux comptes s'élèvent à 40 K€.

### 5.6.5 Stratégie de couverture de change

La Société réalise l'exclusivité de ses ventes en euros. Tandis qu'une partie de ses achats est réalisée en USD (moins de 5% des achats en 2024 et 2023). Une variation de la devise américaine par rapport à l'euro a un impact à la hausse ou à la baisse sur ses achats.

La Société n'utilise pas d'instruments de couverture de change.



### 5.6.6 Engagements hors-bilan

#### A – Engagements de retraite

Comme indiqué ci-avant, l'engagement d'indemnité conventionnelle de départ à la retraite n'est pas comptabilisé. Il est estimé à 6 K€ au 31 décembre 2024.

#### B - Dettes garanties par des sûretés réelles

Néant.

#### C - Engagements financiers

##### Engagements reçus

Néant

##### Engagements donnés

en K€	31/12/2024	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Location immobilière	25	25	0	0
Engagements minimum auprès de fournisseurs	2 668	2 251	418	0
<b>Total</b>	<b>2 694</b>	<b>2 276</b>	<b>418</b>	<b>0</b>

### 5.7 Corrections d'erreurs

Comme indiqué dans la note 5.2.3, la Société a identifié des erreurs dans ses comptes annuels établis au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022. Dans les comptes individuels retraités établis pour les besoins du prospectus approuvé par l'Autorité des Marchés Financiers le 21 octobre 2024, ces erreurs ont été corrigées, par dérogation aux principes comptables français, de façon rétrospective dans les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Le retraitement rétrospectif de ces erreurs est présenté dans le bilan et le compte de résultat proforma ci-dessous.

Les corrections d'erreur concernent des anomalies sur l'amortissement des coûts de développement d'une part et la comptabilisation des subventions d'exploitation d'autre part. Les incidences de ces corrections sont détaillées ci-dessous :

- Correction de la durée d'amortissement du projet de développement IRD. Une durée d'amortissement de 5 ans avait initialement été retenue pour ce projet dans les comptes annuels. Cette durée a été ramenée à 3 ans, durée d'utilisation estimée du projet.
- Correction relative à la subvention d'exploitation liée au projet Optologic dont le produit a été anticipé à tort dans les comptes annuels 2022.

## Impact des corrections d'erreurs sur le bilan au 31 décembre 2023 et le compte de résultat 2023

	31/12/2023			31/12/2023
	Comptes sociaux	Corrections - Subventions	Corrections - Frais de développement	Comptes retraités
<b>Actif (en K€)</b>				
Immobilisations incorporelles	935			935
Immobilisations corporelles	41			41
Immobilisations financières	29			29
<b>Actif immobilisé</b>	<b>1 005</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 005</b>
Créances clients	1 050			1 050
Autres créances	510			510
Disponibilités	4 593			4 593
<b>Actif circulant</b>	<b>6 153</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6 153</b>
Charges constatées d'avance	19			19
<b>Total Actif</b>	<b>7 177</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 177</b>
	Comptes sociaux	Corrections - Subventions	Corrections - Frais de développement	Comptes retraités
<b>Passif (en K€)</b>				
Capital social	49			49
Primes	814			814
Réserves	152	(255)	(113)	(216)
Résultat net	3 368	255	113	3 736
<b>Capitaux propres</b>	<b>4 383</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 383</b>
<b>Provisions</b>	<b>0</b>			<b>0</b>
Emprunts et dettes financières	1 758			1 758
Dettes fournisseurs	344			344
Autres dettes	637			691
<b>Total Dettes</b>	<b>2 739</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 793</b>
Produits constatés d'avance	55			
<b>Total Passif</b>	<b>7 177</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 176</b>

	31/12/2023			31/12/2023
			Corrections - Frais de	
<b>Compte de résultat (en K€)</b>	<b>Comptes sociaux</b>	<b>Corrections - Subventions</b>	<b>développement</b>	<b>Comptes retraités</b>
Chiffre d'affaires	7 966			7 966
Autres produits d'exploitation	450			450
Charges de personnel	(2 016)			(2 016)
Autres achats et charges externes	(2 147)			(2 147)
Impôts et taxes	(28)			(28)
Dotation aux amortissements et provisions	(548)			(548)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>3 677</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 677</b>
Charges et produits financiers	(34)			(34)
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>3 643</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 643</b>
Charges et produits exceptionnels	(470)	255	113	(102)
Impôts sur les bénéfices	195			195
<b>Résultat net</b>	<b>3 368</b>	<b>255</b>	<b>113</b>	<b>3 736</b>

## **LIGHTON**

Société anonyme

2 RUE DE LA BOURSE, PARIS 75002, IDF

---

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

## LIGHTON

Société anonyme

2 RUE DE LA BOURSE, PARIS 75002, IDF

---

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

---

À l'assemblée générale de la société LIGHTON

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société LIGHTON relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Nous précisons que votre société n'étant pas tenue précédemment de désigner un commissaire aux comptes, les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 n'ont pas fait l'objet d'une certification.

## **Fondement de l'opinion**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

## **Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui

d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rennes, le 15 avril 2025

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Guillaume RADIGUE



## **LIGHTON**

Société anonyme

2 RUE DE LA BOURSE, PARIS 75002, IDF

---

### **Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées**

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

---

## LIGHTON

Société anonyme

2 RUE DE LA BOURSE, PARIS 75002, IDF

---

### Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

---

A l'assemblée générale de la société LIGHTON

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

**Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du code de commerce.

**Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Paris-La-Défense, le 15 avril 2025

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Guillaume RADIGUE